



HAL
open science

Dépenses de défense et de sécurité 2015 (C120-C141)

Jean-François Guilhaudis, Julien Malizard

► **To cite this version:**

Jean-François Guilhaudis, Julien Malizard. Dépenses de défense et de sécurité 2015 (C120-C141). Paix et sécurité européenne et internationale, 2016, 4. hal-01978348

HAL Id: hal-01978348

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-01978348>

Submitted on 1 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Dépenses de défense et de sécurité 2015 (C120-C141)

Jean-François Guilhaudis, Julien Malizard

Ce chapitre ne se borne pas à indiquer pour l'année 2015, sur la base des données bien connues du SIPRI, l'évolution des dépenses militaires mondiales, le palmarès des Etats dépensiers et des informations sur les dépenses au niveau régional mais rapporte ces dépenses aux alliances et aux groupes d'Etats susceptible de s'affronter. Il approfondit, sur la base d'autres sources d'information (données AED et OTAN) l'étude des dépenses des pays européens et des membres de l'OTAN. Il s'efforce également de donner des éléments sur les dépenses par catégories, (R&D et équipement) et sur les dépenses de la France et fournit les repères essentiels, valables sur le sujet, début 2016.

This chapter does not merely indicate the evolution of global military spending, the charts of the spendthrift and information on the costs at the regional level for the year 2015 based on the well known SIPRI's data, but reports these expenses to alliances and groups of States likely to compete. It deepens, on the basis of other information sources (data AED and OTAN) the study of European countries and NATO members expenses. Also it strives to give elements on spending by categories, (R & D and equipment) and on french expenditure and provides essential, valid benchmarks on the subject, early 2016.

Dépenses, budgets militaires, loi de programmation militaire, équipement, recherche et développement.

Spending, military budgets, military planning law, equipment, research and development.

Repères.

(120) *L'analyse des dépenses militaires est bien installée au cœur études de sécurité. Elles ont fait l'objet de nombreux débats surtout à l'époque de la guerre froide. Cela tenait au peu de confiance qu'avait chaque camp dans son adversaire, à des désaccords sur ce qu'il fallait inclure dans les dépenses militaires, à la manière de les comptabiliser et, également, à ce que l'on s'interrogeait beaucoup sur leurs effets économiques. Etaient ils positifs, négatifs, à quel degré ? Ne valait-il pas mieux consacrer les ressources disponibles à d'autres causes (santé, éducation...) ? (V. Fontanel J, La globalisation en analyse, L'Harmattan, 2005). Peu à peu ces débats se sont apaisés. Le sujet est devenu beaucoup moins sensible et conflictuel- ce qui est dû sans doute en bonne partie, à la modération des dépenses de la Chine- qu'il le fut jusqu'à la fin des années 1980. L'idée qu'une réduction des dépenses militaires est une absolue nécessité a disparu. On considère comme inévitable la reprise des dépenses européennes, perçue comme une évidence tant le profil de ces dépenses diverge à la baisse au cours de la dernière décennie, de celui des autres régions, sans que cela provoque de réelles interrogations. Le contraste est très vif avec la fin des années 1980, quand le sentiment général dominant était que les dépenses militaires étaient trop élevées. La guerre froide prenant fin, on voulait toucher les dividendes de la paix, voir baisser ces dépenses. Vingt cinq ans après elles ont, après une phase assez brève de baisse, retrouvé et dépassé le niveau de l'époque. On se demande si l'on n'est pas en train de sortir de la période des cycles, qui a marqué les dépenses de défense depuis la deuxième guerre mondiale pour entrer dans une phase de longue hausse modérée (Yves Bélanger et Aude Fleurant, Les dépenses militaires : la fin des cycles, Revue Interventions économiques (en ligne), 42, 2010). Cela se produit alors que le monde n'est plus dans une situation d'antagonisme des grandes puissances et que la guerre au terrorisme ne peut seule expliquer cette envolée. Par ailleurs la course aux armements a repris fortement. Mais il semble que personne ne s'en soucie vraiment. N'y a-t-il pas là un point à considérer ? On ne peut faire non plus totalement, l'impasse sur le point de vue normatif. A ce titre deux éléments interviennent, également inscrits dans la Charte des Nations unies, principal ensemble de normes du moment. Le premier est celui qu'il importe de ne pas « détourner » vers le secteur des armements les ressources financières*

disponibles, qui pourraient servir au développement. Même si l'on peut admettre que les besoins de sécurité doivent l'emporter, il y a tout de même là une norme qui s'oppose en principe à un taux de dépenses plus élevé qu'il n'est strictement nécessaire. Le second est le choix de la sécurité collective. Le système de la Charte prévoit dans son chapitre VII que les membres de l'organisation mettent à la disposition du Conseil de sécurité les moyens nécessaires à son action (article 43). Que cet article n'ait jamais été appliqué, n'élimine pas le fait qu'en principe les Etats devraient financer au moins un embryon de système de sécurité collective et ne pas continuer indéfiniment d'investir dans l'augmentation de leurs moyens nationaux et dans ceux des alliances auxquelles ils appartiennent.

Les progrès accomplis dans l'étude des dépenses militaires, dans lesquels les économistes ont eu une place centrale, leur technicisation, expliquent largement cette évolution, à la fois positive, parce que le niveau d'information augmente, et négative, parce que les questionnements, l'esprit critique se font fortement affaiblis. Il est important que l'analyse des dépenses militaires sorte de l'étude simplement technique et du commentaire, très caractéristique des présentations du SIPRI lui-même, du Compendium du GRIP ou encore du Tableau de bord « Effort de défense » dressé par R Bellais dans DSI Hors série n° 37, 2014), qu'elle ne soit plus du domaine exclusif de l'économie et de la finance et qu'elle redevienne aussi un sujet politique.

Pour améliorer la situation actuelle, il importe d'abord d'être clair sur les données disponibles et leur qualité. Il faut aussi relier l'étude des dépenses aux rubriques précédentes de « Sécurité et insécurité européenne et internationale », à la problématique actuelle de la puissance, des alliances et la rattacher également à celles qui suivent sur les armements, les transferts et les conflits. Il y a un lien étroit entre les dépenses militaires, la puissance, la dynamique des armements (recherche, modernisation, production, transferts), les complexes militaro- industriels, la course aux armements, le désarmement et le développement.

Cela impose, sans l'abandonner, d'aménager et d'enrichir, la présentation classique des dépenses militaires- tendances générales c'est à dire les dépenses militaires au plan mondial, analyse régionale, étude par pays- et de s'efforcer de considérer les données sur les dépenses militaires avec un certain recul, avec un esprit critique. Il est étonnant de voir avec quelle facilité se répandent, sur des sujets importants comme les dépenses européennes, des idées dont la pertinence est loin d'être évidente et qui pourtant échappent à la discussion. On considérera donc en plus des rubriques classiques les dépenses par catégories et, de manière spécifique, les dépenses européennes et celles de la France.

I Sources, données nécessaires et utiles, données disponibles, données manquantes, fiabilité des données (D 121).

Repères

(121) On bénéficie maintenant d'une masse d'informations importante. Les Etats communiquent, les institutions aussi (OTAN, AED. On dispose de données jugées assez fiables, collectées notamment par le SIPRI, dont le rapport annuel est largement mentionné dans les médias. Ces données permettent apparemment de suivre de près l'évolution des dépenses militaires mondiales, des dépenses par grandes régions et par pays. Tout cela est impressionnant et pourtant loin vraiment satisfaisant. D'abord parce qu'il y a un certain nombre de « trous » (Iran par ex.). En outre si on se préoccupe de sécurité et d'insécurité comme c'est le cas de cette chronique et pas seulement de compter et de dégager des tendances, on reste très insatisfait, malgré l'amélioration des données accessibles, pour trois raisons. La première est qu'il importe de prendre en compte non pas seulement les dépenses de défense mais les dépenses de défense et de sécurité, ce qui inclut non seulement les dépenses militaires et de gendarmerie ou leur équivalent mais aussi, au minimum, celles qui touchent à la police, à l'anti- terrorisme, à la sécurisation des « points sensibles » et maintenant à la cybersécurité. L'étude des dépenses doit suivre l'évolution du concept de sécurité, pour être en phase avec la réalité. La seconde raison d'insatisfaction concerne le volet insécurité. A la limite, on pourra considérer que sont des dépenses génératrices d'insécurité, celles qui sont, globalement, nettement plus importantes que celles des autres, parce qu'elles alimentent une course aux armements susceptible de générer un déséquilibre et parce que elles vont être insupportables dans la durée pour le pays qui les consent. Mais pour l'essentiel le volet insécurité est ignoré. Or l'expérience des années 1990 et 2000 et des interventions américaines et occidentales, en Irak, Afghanistan, Libye...à l'origine d'une très forte élévation du niveau de l'insécurité dans le « Grand

Moyen Orient » et au-delà, montre qu'il y a bien des dépenses presque directement génératrices d'insécurité. Ce sont celles qui permettent à certains Etats de frapper au loin, sans prendre de risque réel de riposte et qui favorisent donc le recours fréquent, parce qu'a priori facile, à un traitement essentiellement militaire de problèmes beaucoup plus complexes. Elles ne sont pas la même chose que les dépenses de guerre. On ne dispose pas de données à cet égard, le problème de ce type de dépenses n'étant même pas posé. La troisième raison d'insatisfaction tient à l'absence de comptabilisation des dépenses faites au service de la paix et de la sécurité internationale. A cet égard les données du département des opérations de maintien de la paix des Nations unies sont évidemment très partielles.

Il est enfin essentiel de percevoir et de ne jamais perdre de vue les limites des données offertes, malgré les efforts accomplis pour les améliorer. Ce point important est développé dans la note de Julien Malizard, sur l'**Aperçu critique des sources actuellement disponibles en matière de dépenses de défense et de sécurité**. Cependant malgré leurs imperfections les données disponibles offrent des ressources non négligeables aux analystes, à condition de les utiliser de manière complémentaire. C'est le choix fait dans cette chronique.

Les données présentées dans cet article sont, sauf mention particulière, issues de la base publique du SIPRI. D'une année à l'autre, les évolutions de prix sont corrigées et les indices permettant le calcul des données en valeurs réelles (ou en dollars constants de 2014) sont révisés chaque année. Dans ces conditions il n'est pas possible de comparer des données présentées dans 2 numéros successifs de PSEI.

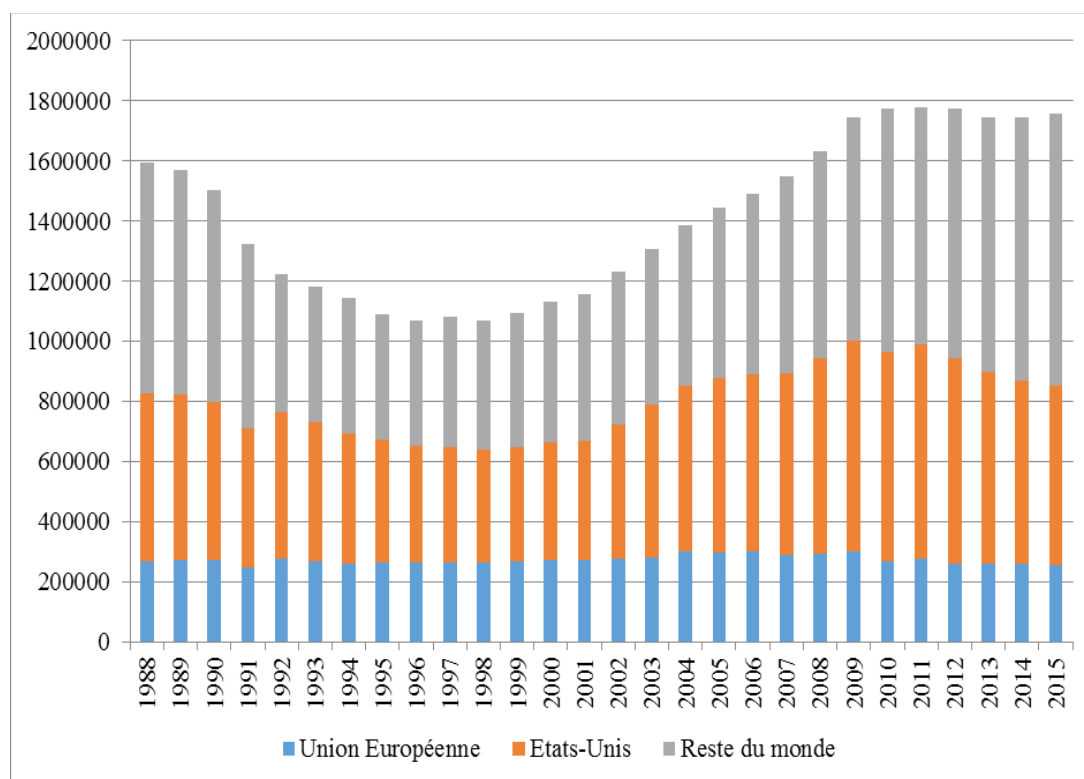
II. Tendances générales (122).

Repères.

(122) Au plan mondial, deux questions majeures se posent : la première est celle de l'évolution de ces dépenses ; la seconde est celle de savoir si les dépenses militaires mondiales annoncent la reconstitution d'un duopole, cette fois composé des Etats-Unis et de la Chine, puis éventuellement un nouveau monopole, la Chine dépassant les Etats-Unis.

Actualité

II.1. Evolution des dépenses militaires mondiales.



Graphique 1 : Figuration des dépenses militaires des Etats-Unis, de l'Union européenne et du reste du monde, (données SIPRI en dollars constants de 2014. Plusieurs hypothèses ont été nécessaires pour réaliser ce graphique. Les dépenses militaires mondiales sont incertaines pour l'année 1991, à cause de l'absence de données pour l'URSS ; on a retenu l'hypothèse que les dépenses de 1991 sont égales à la moyenne des dépenses de l'URSS en 1990 et de la Russie en 1992. Concernant le Moyen-Orient pour lequel il n'y a pas de données pour 2015, on a reporté la valeur de 2014, ce qui, compte tenu de l'environnement, est une hypothèse minimale. Le graphique tient compte du changement de périmètre de l'UE au fil des années.

Ce tableau des dépenses militaires mondiales- Etats-Unis, UE et reste du monde- montre bien la part majoritaire qu'occupent dans ces dépenses les Etats-Unis et l'UE et l'importance des premiers. On voit aussi très bien non seulement la rupture correspondant à la fin de la guerre froide mais aussi la brièveté- moins de 10 ans- et la modicité de la baisse (de 1300000 à un peu moins de 1100000 millions de dollars) avant la forte reprise à partir de 1999, et la hausse considérable (liée aux guerres d'Irak et d'Afghanistan notamment) entre cette année là et 2011 qui représente le « pic » (passage d'environ 1 050 000 à plus de 1 700 000 millions de dollars). Sur la longue période, les chiffres sont davantage dans les hauts que dans les bas et depuis 2008 on dépasse sensiblement le niveau de la fin des années 1980.

Les dernières années sont marquées par une hausse forte (2007- 2011), puis un plateau 2011/ 2012 et une légère décline en 2013/ 2014. Mais on voit une reprise de la hausse en 2015 (1^o en valeur réelle par rapport à 2014). Ces données n'infirmant pas l'hypothèse émise par Yves Bélanger et Aude Fleurant (Les dépenses militaires : la fin des cycles, *Revue Interventions économiques* (en ligne), 42, 2010) selon laquelle le monde est en train de sortir de la période des cycles, qui a marqué les dépenses de défense depuis la deuxième guerre mondiale pour entrer dans une phase de longue hausse modérée. Pour être validée cette hypothèse suppose que les deux premières puissances dépensières, les Etats-Unis et la Chine le restent, ce qui paraît devoir être le cas.

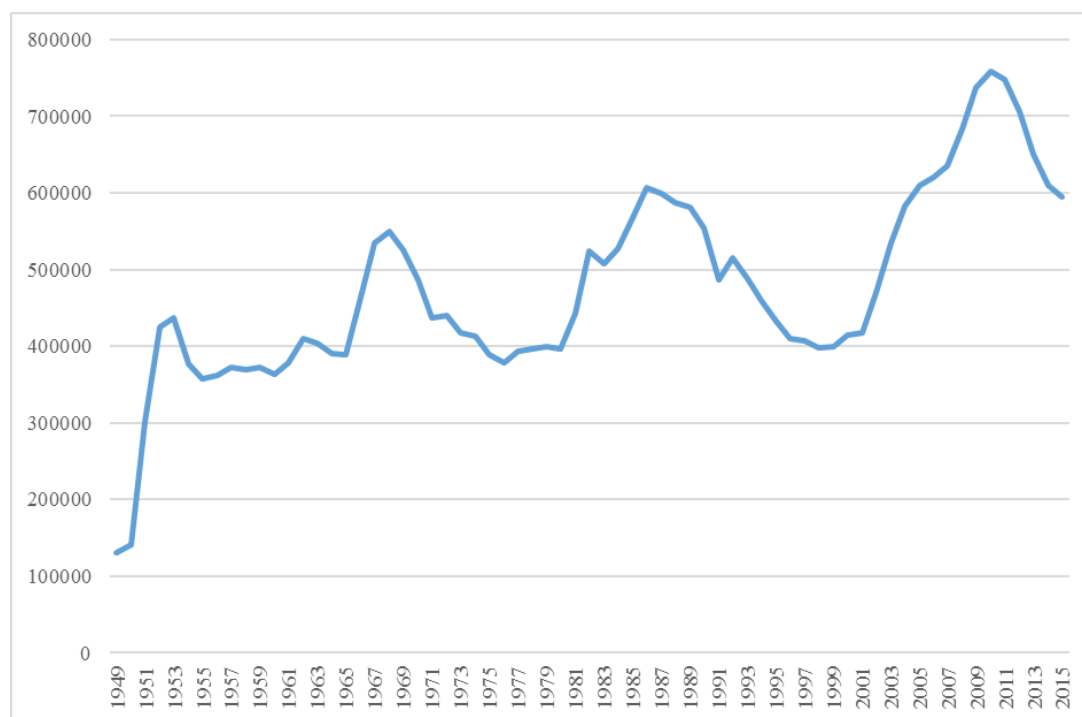
Point important : pour la première fois depuis 1988, le reste du monde a un total (51% du total cumulé) qui dépasse celui des Etats-Unis et de l'Union Européenne réunis, mais toujours pas l'ensemble formé par les Occidentaux, sensiblement plus large. Cela traduit la montée en puissance de pays tels que la Chine, l'Inde ou des pays du Moyen-Orient. Les dépenses militaires mondiales sont désormais tirées par les pays en développement, soit parce que leur croissance est élevée (Chine et Inde notamment), soit parce qu'ils utilisent leur rente pétrolière (pour les pays du Moyen-Orient).

Toutefois, compte tenu du ralentissement économique et de la très forte baisse du prix du pétrole, les pays ayant le plus contribué à l'augmentation récente devront faire des choix budgétaires et probablement réduire leur effort de défense. Ainsi, la Russie et l'Arabie Saoudite (3^{ème} et 4^{ème} du classement mondial en 2015) anticipent des coupes dans leur budget de défense pour faire face aux contraintes budgétaires. Reste à savoir pour combien de temps.

Budget des Etats-Unis

(123) Les Etats-Unis restent la première puissance militaire selon le critère du budget de défense : en 2015, leur budget est presque égal à la somme des budgets des 14 nations qui leur succèdent dans le classement (voir Palmarès au n° 127). Depuis la fin de la guerre froide, il n'y a aucune remise en question de cette suprématie, en dépit d'une montée en puissance de la Chine et d'un réarmement de la Russie depuis quelques années.

Le budget de défense américain a suivi plusieurs phases historiques en fonction des conditions économiques et surtout de l'engagement des troupes américaines dans des conflits armés. Le graphique suivant illustre avec des données du SIPRI, exprimées en dollars constants de 2014.



Graphique 2 : Dépenses militaires américaines (Données SIPRI en dollars constants).

Bien qu'une tendance haussière apparaisse sur le long terme, les phases de pics et de creux se succèdent, dont les raisons sont principalement d'ordre géopolitique. Trois pics s'affirment entre la fin de la seconde guerre mondiale et la décennie 1990 : la guerre de Corée au début des années 1950, la guerre du Vietnam à la fin des années 1960 et au début des années 1970 et enfin une période de "*military build up*" au début des années 1980.

La fin de la guerre froide a ouvert la décennie des dividendes de la paix et l'engagement dans la lutte contre le terrorisme avec les guerres en Afghanistan et en Irak matérialise le "réarmement" américain. Depuis 2010, après avoir atteint leur pic, les dépenses américaines connaissent une baisse sensible, proche de 20% en valeur réelle. Les raisons tiennent principalement à la fin de l'engagement en Afghanistan et à la crise économique, sans oublier la période de séquestration du budget, qui a eu une incidence mineure quoique réelle, sur le budget. En général, les dépenses de défense des Etats Unis sont donc intimement liées à leurs engagements et elles ont donc un caractère cyclique en fonction de ces derniers. L'amplitude des cycles peut être très marquée, en tout cas beaucoup plus que celle observée dans les autres pays développés, en particulier la France où les effets d'inertie sont importants.

Dépenses américaines dans la durée -

Événements	Période	Taux de variation
Guerre de Corée	1949-1953	+ 234%
Cycle bas	1954-1965	- 11%
Guerre du Vietnam	1966-1968	+ 19 %
Cycle bas	1969-1979	- 28 %
"Reagan build-up"	1980-1986	+ 37%
Fin de la guerre froide	1987-1998	- 32%
"Guerre contre le terrorisme"	1999-2010	+90%
Crise économique et stabilisation	2011-2015	-20%

Tableau 1 : Variations du budget américain (1949-2015), données *Office of Management and Budget* en dollars constants

Le tableau 1 présente les taux de variation des dépenses américaines depuis 1949. Les pics et les creux sont déterminés par les dates où il y a un point d'inflexion dans les tendances haussières et baissières respectivement. Il apparaît que la période du début des années 2000 marque la quasi multiplication par deux des dépenses militaires américaines, ce qui est d'importance majeure dans l'histoire américaine. Quoique significative, la baisse récente est plutôt faible au regard des baisses observées depuis la seconde guerre mondiale.

Dépenses américaines par catégories

	2013	2014	2015
Personnel militaire	150 825	148 923	145 206
Opération et maintenance	259 662	244 481	247 239
Acquisition	114 912	107 485	101 342
R&D	66 892	64 928	64 124
Construction	14 147	11 177	9 312
Autres	1 357	903	-4 724
Total DoD	607 795	577 897	562 499
Activités atomiques	17 634	17 416	18 692
Autres activités de défense	8 017	8 144	8 373
	633 446	603 457	589 564

Tableau 2 : Décomposition du budget américain (Source Maison Blanche, OMB, données en dollars courants)

	2016	2017	2018	2019
Personnel militaire	147 776	146 122	Pas de données désagrégées disponibles	
Opération et maintenance	248 219	255 347		
Acquisition	103 613	103 052		
R&D	65 195	71 465		
Construction	9 491	9 570		
Autres	2 035	1 279		
Total DoD	576 329	586 835		

Activités atomiques	19 212	21 346	20 913	20 986
Autres activités de défense	8 911	8 800	9 451	9 348
Total	604 452	616 981	598 965	600 221

Tableau 3 : Prévisions pour la période 2016-2019 (Source Maison Blanche, OMB, données en dollars courants)

Le tableau 2 présente le budget américain par grandes catégories sur les 3 dernières années. Il permet de situer celles où la baisse est la plus forte.

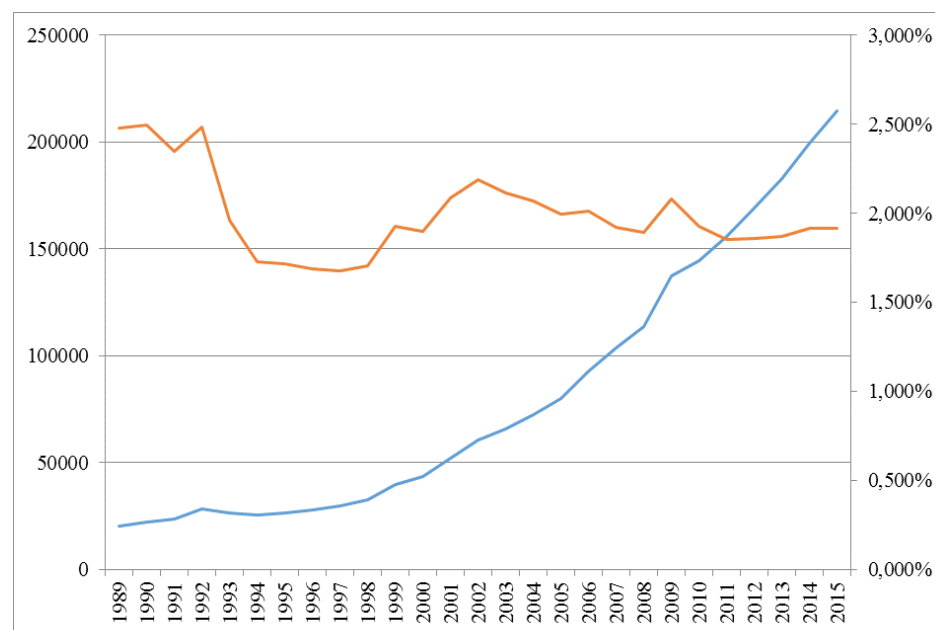
Les prévisions figurant au tableau 3 montrent que le budget américain devrait être relativement constant, aux alentours de 600 milliards de dollars, après un pic à 616 milliards de dollars en 2016. Bien évidemment, les incertitudes sont grandes, notamment compte tenu de la prochaine élection présidentielle. Les prévisions risquent alors d'être révisées.

Dépenses de la Chine

(124) Evaluer les dépenses militaires de la Chine est une tâche ardue car les difficultés méthodologiques sont renforcées, en ce cas, par le peu de transparence sur les données, ce qui est cohérent avec les informations fournies par le régime en général. On notera tout de même que la Chine a fait l'effort de fournir des données, même si elle l'a fait avec retard, en 2011, pour la base constituée par les Nations unies, ce que des pays tels que l'Arabie Saoudite ou l'Iran ne font pas. Perlo-Freeman S. (2011), "Measuring transparency in military expenditure: the case of China", *Policy Brief, Institute on Global Conflict and Cooperation* discute ces problèmes et indique que si le volume d'informations transmises a progressé sur le long terme, il apparaît qu'il atteint désormais un plateau. Les chiffres proposés sont donc à considérer avec précaution.

Par ailleurs, le SIPRI retrace les données officielles, composées de trois catégories (personnel, formation et maintenance et équipement) pour les faire correspondre à sa définition. L'obstacle principal est l'inclusion de la R&D car c'est aussi un indicateur de mesure de capacité technologique. Le SIPRI estimait que le véritable budget est de 50% plus élevé que la valeur officielle.

Le graphique suivant reprend la définition du SIPRI et permet de commenter les tendances récentes. Il illustre le budget de défense en valeurs réelles (courbe en bleu, axe de gauche) et l'effort de défense (courbe en rouge, axe de droite) sur la période 1990-2015.



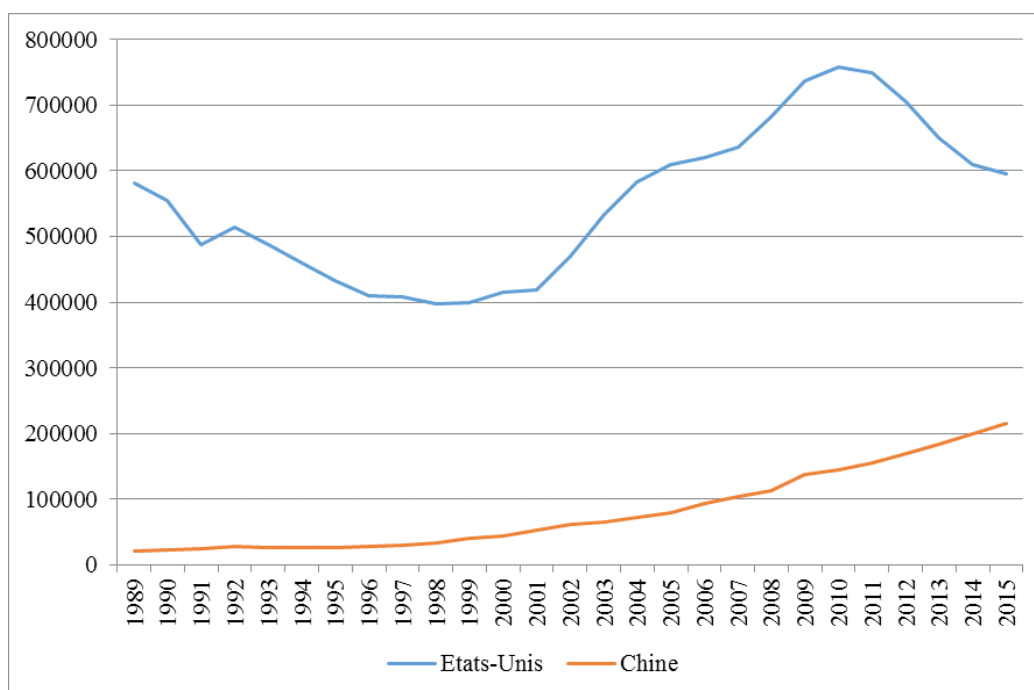
Graphique 3 : Dépenses militaires chinoises en bleu (échelle de gauche) et effort de défense chinois en rouge (échelle de droite)

On voit que l'évolution des dépenses militaires montre un accroissement impressionnant. Cet accroissement est continu sur la période, y compris durant la décennie de dividendes de la paix. Le taux de croissance annuel moyen est supérieur à 10%. Cette augmentation est très fortement corrélée à la croissance économique, au PIB. L'effort de défense de la Chine, même s'il a subi une baisse dans les années 1990 du fait de la moindre croissance de son budget de défense relativement à ses performances économiques, est constant et proche de 2% depuis 2000. Compte tenu de ce pourcentage, on doit dire que la Chine dépense moins que la moyenne mondiale (2,3% du PIB) mais est quand même le deuxième pays dans le classement des budgets.

Compte tenu de sa croissance rapide, la Chine a pu financer facilement l'accroissement des budgets pour sa défense. Mais cela correspond également à une vision stratégique dont l'objectif est de conduire une modernisation de ses forces armées, ce qui passe par des efforts pour les équipements militaires et des augmentations de traitement pour les troupes, sans affecter sa croissance économique. Cette détermination se confirme début 2016 (v. S Perlo-Freeman, Economics trumps geopolitics as China announces lowest defence budget increase in years, *SIPRI Newsletter*, march 2016).

II.2. Dépenses militaires et évolution du système international (vers une nouvelle bipolarité ou une nouvelle unipolarité, chinoise).

(125) L'idée de la reconstitution d'un duopole, composé cette fois des Etats-Unis et de la Chine, puis éventuellement celle du nouveau monopole, la Chine dépassant les Etats-Unis, est présente dans beaucoup d'esprits. Cela conduit à comparer les budgets des deux pays.



Graphique 4 Dépenses militaires américaines et chinoises, données SIPRI en dollars constants de 2014/valeurs réelles).

Le graphique 4 illustre, depuis la fin de la guerre froide l'évolution des budgets des deux pays. On voit que la distance qui les sépare s'est fortement réduite mais reste très importante. Si on admet la prévision d'un budget américain se stabilisant à 600 milliards et prolonge la tendance de la Chine, on voit qu'il reste encore du temps avant que les

deux courbes se rejoignent. Ce n'est pas une question de court terme, surtout si tient compte du ralentissement très net de la croissance chinoise. Une relance de l'effort américain, éventuellement facilitée par un PIB en croissance plus forte, pourrait stabiliser l'écart voire l'agrandir à nouveau.

		2000	2011	2012	2013	2014	2015
Etats-Unis	Effort de défense	2,94%	4,58%	4,24%	3,84%	3,52%	3,32%
	Budget	414768	748646	706082	650081	609914	595472
Chine	Effort de défense	1,89%	1,85%	1,86%	1,87%	1,91%	1,92%
	Budget	43230	155898	169321	182930	199651	214485

Tableau 4 : Comparaison Etats-Unis / Chine (Données SIPRI).

Le tableau 4 permet de mesurer l'écart chiffré ; il montre bien que la part du PIB affectée à la défense par les Etats Unis est nettement plus élevée et nettement moins constante, que celle de la Chine.

Mais il est important, surtout, de prendre conscience de la portée limitée de cette comparaison, du fait que ses termes ne sont pas les bons. Tout comme à l'époque de la guerre froide, la comparaison doit être faite non entre deux Etats mais surtout entre deux groupes, entre les Etats-Unis et leurs alliés et la puissance antagoniste et ses alliés. Considérer les Etats-Unis et la Chine seuls ne correspond pas à la réalité politico- militaire. Pour présenter les choses d'une manière réaliste, il faut ajouter aux Etats-Unis, leurs alliés occidentaux, c'est-à-dire au moins les membres de l'OTAN et des autres alliances collectives constituées autour des Etats-Unis, ainsi que les alliés individuels comme le Japon et quelques autres. C'est cet ensemble collectif que la Chine doit égaler et surpasser pour devenir réellement la première puissance de la planète. Pour le moment, elle n'a pas elle-même de réseau d'alliés, mais il se peut que cela change. On a tenu compte dans les tableaux ci après de ces configurations collectives. Du côté chinois, il faudrait envisager deux hypothèses, celle de l'alliance russe et celle de l'alliance russe et iranienne. Faute de chiffres concernant l'Iran, on se limitera à la première.

Année -	Etats-Unis	Autres OTAN	OTAN	OTAN + Rio	OTAN + Rio + Autres alliés
2011	748646	332813	1081459	1103806	1215172
2012	706082	324989	1031071	1054788	1165556
2013	650081	313062	963143	989484	1101337
2014	609914	310894	920808	947657	1061972
2015	595472	309441	904913	933857	1052975
Variation 2011- 2015	-20,5%	-7,0%	-16,3%	-15,4%	-13,3%

Tableau 5 Le camp occidental. Variation entre 2011 et 2015
Budgets en millions de dollars. (Données SIPRI en valeurs réelles)

NB : Les autres alliés comptés dans le tableau sont : la Corée du sud, le Japon, l'Australie, la New Zélande, les Philippines. La liste des membres de l'OTAN et du traité de Rio, pays avec lesquels les Etats-Unis ont un engagement formel d'assistance mutuelle, est dans la note d'information sur les Alliances collectives.

On devrait même pour cerner le véritable poids du camp occidental ajouter à cette liste déjà longue d'autres Etats encore notamment Israël, le Pakistan, Taiwan et l'Egypte ; on pourrait

également leur adjoindre les Etats de l'UE non membres de l'OTAN (Autriche, Chypre, Finlande, Irlande, Suède, Malte).

Ce que fait bien apparaître ce tableau est que le camp occidental représente un ensemble énorme qui avoisine le double du budget américain. On voit que, malgré les réductions qui ont concerné toutes les composantes du camp occidental, celui-ci représente encore près de 60% des dépenses militaires mondiales.

Année -	Chine	Chine + Russie	(Chine + Russie) / Ensemble occidental
2011	155898	220938	18,2%
2012	169321	244685	21,0%
2013	182930	261961	23,8%
2014	199651	284348	26,8%
2015	214485	305566	29,0%
Variation -	+37,6%	+ 38,3%	

Tableau 6 : Dépenses chinoises et russes (Données SIPRI en valeurs réelles)

Ce tableau illustre les évolutions récentes des dépenses de défense chinoise et russe. Le taux de croissance annuel moyen des dépenses chinoises est supérieur à 8,3% et celui des dépenses russes supérieur à 8,7%. Son poids, par rapport aux Etats Unis et au groupe occidental s'améliore nettement, mais on est encore très loin de la parité. Chine et Russie ne font pas encore le tiers des Occidentaux, et représentent environ la moitié des Etats Unis et 17% des dépenses militaires mondiales en 2015. On doit aussi, pour avoir une vue plus exacte des perspectives, tenir compte du potentiel, que permet de cerner le rapport du budget militaire au PIB, en réserve mobilisable si nécessaire, beaucoup plus grand du côté occidental. L'analyse en termes de capacités stratégiques inclut bien d'autres éléments que l'effort budgétaire, ce qui accroît encore l'écart. Il ne faut pas oublier, notamment, « l'effet stock » d'armes, pour lesquelles les sommes engagées ne représentent que des opérations de maintenance.

III. Dépenses par pays, palmarès (D 126).

Repères.

(126) Il faut être conscient des limites de l'exercice consistant à dresser un palmarès, surtout quand on se contente de donner la liste des pays dans l'ordre décroissant de leurs dépenses militaires/ de défense. On peut dépenser beaucoup et mal à propos, c'est à dire gaspiller beaucoup, ou dépenser nettement moins, mais de manière plus avisée. L'important est de dépenser de manière à répondre aux besoins de défense et sécurité actuels et prévisibles, efficacement et durablement. Ce type d'analyse, très délicat, peut être tenté au sujet d'un Etat ou d'un groupe d'Etats, à la limite au plan subrégional voire régional mais pas s'agissant de l'ensemble de la communauté internationale, tant les besoins sont différents selon les Etats. Il serait bon aussi de pouvoir établir un palmarès par grande catégorie de dépenses et notamment pour des catégories spécialement significatives comme l'équipement et la R & D. Pour le moment cela n'est pas possible, en tout cas au plan mondial. Malgré toutes ces limites, on dispose de données intéressantes car on peut dresser trois et non un seul palmarès : le palmarès des dépenses militaires en volume, celui des dépenses militaires rapportées au PIB et celui des dépenses militaires rapportées à la population.

III.1. Palmarès des dépenses de défense (budgets les plus - importants). -

Repères

En ce cas, les limites de l'exercice tiennent beaucoup au fait que les situations ne sont pas, sauf exception, comparables. Il est évident que si la croissance de pays peuplés de plus d'un milliard ou

de plusieurs centaines de millions d'habitants se poursuit, les Etats tels que le Royaume uni, la France l'Allemagne, anciennes puissances militaires majeures, vont descendre dans le palmarès puis en sortir. Il n'est pas sans intérêt de savoir si et à quel rythme cela se fait, mais il serait plus pertinent de se demander si et comment leur sécurité continuera d'être assurée. Cela fait apparaître dans le palmarès les alliances ou l'Identité européenne de sécurité et de défense. Si ce palmarès et ces tableaux ne sont pas inutiles, il faut se garder de leur accorder une importance qu'ils n'ont pas. Pour que les données sur les dépenses militaires soient vraiment utiles, il faut les rapporter à des situations, à des questions que pose ou signale l'analyse pluridisciplinaire sur la sécurité et l'insécurité internationale. Il faut poser les bonnes questions et s'efforcer de repérer les éléments qui faussent les perceptions. Il est important de désagréger les dépenses militaires et de créer si possible des classements (RD, modernisation, équipement, forces de projection...voir IV 5). Il l'est également de replacer les Etats dans les alliances et les groupes auxquels ils appartiennent, de considérer les couples hostiles et les cas particuliers.

Actualité

(127) Ce palmarès est l'indicateur standard, présenté dans tous les médias et dont les modalités d'estimations sont discutées (voir la note d'information sur l'Aperçu critique des sources actuellement disponibles). Son avantage principal est qu'il a une valeur monétaire et permet donc de classer, même si, on l'a vu, cela n'est qu'une approximation de la puissance d'un pays. Par ailleurs, analyser son évolution est extrêmement simple, au contraire d'autres indicateurs relatifs. En revanche, exprimé en valeurs absolues, il ne représente pas la ponction soit sur la richesse nationale soit sur la population, ne dit rien du produit de ces dépenses- puisqu'il ne tient pas compte du gaspillage et de la qualité des choix faits- et n'est pas vraiment réaliste, dans la mesure où les relations internationales se composent non seulement d'Etats mais aussi, notamment en matière de sécurité, de groupes d'Etats. Ajoutons à ces limites le problème de la conversion des monnaies nationales ou continentales, avec les problèmes relatifs à l'inadéquation des taux de change changeants pour convertir les dépenses militaires nationales en dollars (Cars, H-C, Fontanel, J. (1987), *Military Expenditure Comparisons*, in *Peace, Defence and Economic Analysis*, Ed. C. Schmidt, F. Blackaby, SIPRI, Mac Millan Press, London).

Le tableau 5 ci-dessous, reprend le classement des 15 pays qui dépensent le plus pour leur défense. Les données sont exprimées en dollars constants, ce qui permet de réduire les effets nocifs des variations de change dans les comparaisons inter temporelles. Par ailleurs sont également présentées les parts relatives dans le total mondial.

Classement 2000				Classement 2015		
	Pays	Dépenses	Part relative	Pays	Dépenses	Part relative
1	Etats-Unis	414,8	36,7%	Etats-Unis	595,5	34,4
2	France	60,9	5,4%	Chine	214,5	12,4
3	Royaume-Uni	52,8	4,7%	Russie	91,1	5,3
4	Allemagne	50,4	4,5%	Arabie Saoudite	85,4	4,9
5	Japon	46,3	4,1%	France	60,7	3,5
6	Chine	43,2	3,8%	Royaume-Uni	59,7	3,4
7	Italie	43,0	3,8%	Inde	51,1	2,9
8	Arabie Saoudite	30,1	2,7%	Allemagne	47,0	2,7
9	Russie	28,8	2,6%	Japon	46,3	2,7
10	Inde	27,3	2,4%	Corée du Sud	38,6	2,2
11	Corée du Sud	22,1	2,0%	Brésil	32,0	1,8
12	Brésil	21,3	1,9%	Italie	28,5	1,6

13	Espagne	20,9	1,8%	Australie	27,8	1,6
14	Turquie	20,1	1,8%	Turquie	17,7	1,0
15	Australie	16,8	1,5%	Israël	17,5	1,0

Tableau 7 : Palmarès par dépenses de défense 2000 et 2015 (Données SIPRI, dollars constants 2014)

On voit que le classement des dépenses militaires présente une grande stabilité dans le temps puisque les pays qui sont représentés dans le tableau sont les mêmes- la Turquie étant revenue parmi les 15- dans un ordre différent de celui de l'année 2000. Seule l'Espagne est sortie de la liste par rapport à 2000, où Israël est entré. De 2014 à 2015 le changement consiste dans le retour de la Turquie et la sortie des Emirats Arabes Unis et des modifications dans le classement, mais pas dans les premières places. En revanche, les pays européens qui dominaient le classement après les Etats-Unis ont vu leur position régresser en faveur des BRICS et des pays pétroliers. La Chine, la Russie, l'Arabie Saoudite suivent désormais les Etats-Unis et l'Inde est dans le top 10, dont sort le Brésil. Ces pays ont des tendances haussières très fortement marquées puisque les trois premiers ont un taux de croissance de près de 100% (+167% pour la Chine) en une décennie alors que les deux derniers ont un taux de croissance proche de 40%. La question intéressante est celle de savoir si ces tendances vont se poursuivre ou si la crise ukrainienne et le sommet de l'OTAN vont entraîner une hausse durable des dépenses européennes. Du côté des nouveaux dépensiers, la hausse est liée à la forte croissance qui est maintenant en diminution- cela se marque dès 2015 pour le Brésil- et elle tient compte aussi d'un net phénomène de rattrapage.

On observe aussi une très grande concentration des budgets. En effet, les 15 premières nations dans le classement, représentent plus de 84% des dépenses militaires mondiales (contre 79% en 2000). Bien évidemment, les Etats-Unis ont toujours une part majeure avec près de 35% (36,7% en 2000 et 34,4% en 2015) des dépenses mondiales mais force est de constater que les pays émergents voient leur part augmenter rapidement. A ce titre, la Chine a multiplié presque par quatre sa part dans les dépenses mondiales depuis 2010 et la Russie par deux. Ce mouvement, conjugué à la stagnation des dépenses européennes, implique que la part relative de l'Europe de l'Ouest décroît, ce qui était déjà visible sur le graphique 1. Il y a donc un basculement "à l'est" qui caractérise la montée en puissance des pays asiatiques émergents, portés par une croissance économique très élevée et par des besoins de sécurité accrus. Certains analystes n'hésitent pas à prévoir un déclassement des Européens. Il est bien évident que si la croissance des pays ayant plus d'un milliard ou plusieurs centaines de millions d'habitants se poursuit, des pays tels que la France et le Royaume uni, grandes puissances militaires traditionnelles, vont sortir du classement après le Canada. Ces pays n'abandonneront pourtant pas le service de leur sécurité, ils l'assureront autrement et, à vrai dire, ils ont déjà commencé à le faire, collectivement. Il faut songer à introduire dans le classement, sinon des alliances, du moins des collectivités à but étatique comme l'Union européenne ou le duo franco-britannique qui affiche un rapprochement marqué avec les accords de *Lancaster House*. Si on le fait, on voit que les Européens ne sortent pas du classement, l'UE étant alors en seconde position, avant la Chine et le duo franco britannique en 4e avec tout de même plus de 120 milliards de dollars en 2015 (117,9 en 2014).

III.2. Palmarès de l'effort de défense (effort rapporté au PIB).

Repères

(128) *Cet effort est exprimé par le rapport entre les dépenses de défense et le PIB. Il est une mesure du "fardeau" (sa traduction en anglais est « defence burden »), car il représente la part relative de la contribution de la défense, certains diraient même la ponction, dans la production nationale. Les limites de l'exercice sont moindres que celles affectant le palmarès des dépenses. Ce*

second classement requiert des données fiables sur le PIB, mais en général, sauf les difficultés méthodologiques bien connues, cela ne pose aucun problème. Il présente l'intérêt majeur d'être utilisable en valeurs nominales car il ne nécessite pas de convertir les données en valeurs réelles ni en PPA puisqu'elles sont exprimées dans la même monnaie. En revanche, cet indicateur souffre d'un problème majeur, à savoir les difficultés pour identifier les raisons de sa variation ; en effet, toute variation peut être liée à une variation des dépenses de défense ou du PIB (ou des deux bien évidemment), de sorte que l'analyse est délicate et requiert une attention toute particulière.

Actualité

Classement comparé 2015- 2000

		Classement 2000		Classement 2015	
	Pays	Effort de défense	de	Pays	Effort de défense
1	Erythrée	22,10%		Oman	16,17%
2	Oman	12,50%		Sud Soudan	13,78%
3	Arabie Saoudite	11,50%		Arabie Saoudite	13,68%
4	Burundi	8,00%		Irak	9,15%
5	Koweït	7,70%		Algérie	6,19%
6	Israël	7,40%		Israël	5,45%
7	Macédoine	6,60%		Russie	5,39%
8	Jordanie	5,90%		Azerbaïdjan	4,63%
9	Emirats Arabes Unis	5,60%		Bahreïn	4,62%
10	Syrie	5,50%		Arménie	4,46%
11	Liban	5,40%		Namibie	4,37%
12	Brunei	5,20%		Jordanie	4,24%
13	Singapour	4,90%		Liban	4,12%
14	Yémen	4,80%		Ukraine	3,99%
15	Angola	4,50%		Mauritanie	3,91%

Tableau 8 : Palmarès de l'effort de défense 2000 et 2015 (Données SIPRI)

NB Le SIPRI ne publie pas de donnée sur la Libye pour 2015 (4^e/15 en 2014) ; en supposant que son effort soit constant elle se classerait au 5^e rang avec l'Algérie. Il en va de même pour les Emirats arabes Unis (8^e rang) et le Congo (6^e rang).

Ce tableau est un bon complément du précédent car il illustre un point crucial. A l'exception de l'Arabie Saoudite, de la Russie et d'Israël, comme en 2014 et en 2000, l'effort de défense n'est pas le plus grand dans les pays qui ont les budgets de défense les plus élevés. Cela est évidemment lié à la valeur élevée du PIB dans les pays qui dépensent le plus et à sa faible valeur dans nombre de ceux qui apparaissent sur ce tableau. Contrairement au budget de défense, il y a ici une plus grande variabilité des efforts de défense car des pics temporaires peuvent apparaître en fonction des situations, en particulier les conflits armés.

Plusieurs points doivent être soulignés :

- A l'exception d'Israël, et de la Russie cas particulier, ce top 15 est constitué par des pays en développement. Cela confirme les études pionnières en économie de la défense qui s'intéressent tout particulièrement à ces pays : il y a des arbitrages budgétaires très difficiles entre les besoins de sécurité assurés par les dépenses militaires et les besoins en termes de développement représentés par les dépenses de santé ou d'éducation dont on sait qu'elles sont nécessaires. Dans bien des cas, l'insécurité constitue un frein au

développement mais les dépenses militaires contribuent à l'instabilité régionale (Ades A. et H.B. Chua (1997), *The Neighbor's Course : Regional Instability and Economic Growth*, *Journal of Economic Growth*, 2(3), pp. 279-304).

- Il y a une très forte prévalence de pays du Moyen-Orient, comme en 2014 et en 2000, dans le classement (Oman, l'Arabie Saoudite, l'Irak, Bahreïn, le Liban, Israël). Cela rejoint la remarque précédente, qui peut être renforcée par l'analyse des modèles de course à l'armement sur l'accroissement des tensions par l'observation des efforts de défense des rivaux. Dunne et al., utilisent la notion de "réseau de sécurité" (*security web*) pour illustrer les connexions entre efforts de défense de pays voisins (Dunne J.P., S. Perlo-Freeman et R. Smith (2008), *The Demand For Military Expenditure In Developing Countries: Hostility Versus Capability*, *Defence and Peace Economics*, 19(4), pp. 293-302).

- Les pays représentés dans le top 15 sont souvent impliqués dans des conflits armés, ou des rivalités régionales. Cela est parfaitement cohérent avec les besoins de sécurité exprimés, comme l'a détaillé Ron Smith (Smith R. (1989), "Models of military expenditure", *Journal of Applied Econometrics*, 4(4), pp. 345-359). Le cas extrême est le Koweït en 1991, qui a un effort de défense égal à 117% du PIB, il est alors en guerre.

- Les pays démocratiques sont sous-représentés dans cet échantillon puisque selon le classement établi par le groupe *Polity IV* (*Center for Systemic Peace*) seulement trois d'entre eux (Israël, Liban et Namibie) sont reconnus comme tels. Dans le cas de la Namibie, il y a une forte augmentation du budget de défense en 2014 et 2015, qui résulte de la volonté d'améliorer la condition des militaires. A l'opposé, la Libye et le Sud-Soudan apparaissent comme des « Etats défaillants ». Ce constat est parfaitement en cohérence avec des travaux récents sur l'utilisation de facteurs politiques dans l'explication de l'effort de défense, l'acceptation politique étant moindre dans les démocraties par rapport aux autocraties et dictatures (D. Albalade, G. Bel and F. Elias (2012), *Institutional determinants of military spending*, *Journal of Comparative Economics*, 40, pp. 279-290) même si ces dernières apparaissent comme étant un groupe très hétérogène (Brauner J. et V. Bove (2014), "Military spending and democracy", *Defence and Peace Economics*).

Part du PIB chez les pays ayant les budgets militaires les plus importants

Classement 2015		
Pays	Dépenses	% du PIB
Etats-Unis	595,5	3,3
Chine	214,5	1,9
Russie	91,1	5,4
Arabie Saoudite	85,4	13,7
France	60,7	2,1
Royaume-Uni	59,7	2
Inde	51,1	2,3
Allemagne	47,0	1,2
Japon	46,3	1
Corée du Sud	38,6	2,6
Brésil	32,0	1,4
Italie	28,5	1,3
Australie	27,8	1,9

Turquie	17,7	2,1
Israël	17,5	5,4

Tableau 9 : Sources données SIPRI.

L'expérience a montré que la part du PIB affectée aux dépenses militaires ne peut pas dépasser un certain seuil sans peser de manière négative sur l'économie. Cela signifie que les Etats qui supportent un effort élevé ont une marge de progression des dépenses militaires réduite, sauf à basculer dans une économie de guerre et que, en revanche, ceux dont l'effort est faible peuvent augmenter encore notablement leurs dépenses, en cas de besoin. Cet aspect ne doit jamais être perdu de vue.

Si le budget militaire de la Chine est, par rapport au PIB, de type européen (ne dépassant pas 2% du PIB), ce n'est pas le cas de celui de la Russie. Moscou aura de la peine à dépasser le taux actuel (5,4%), ce qu'impliquerait inévitablement la volonté de tenir la parité avec les Etats Unis, sans prendre le risque de subir assez vite le sort que connut l'URSS. La situation de l'Arabie saoudite est de ce type. Ces deux pays ont un urgent besoin du retour des prix du pétrole à un meilleur niveau. D'autres, parmi les BRICS, prennent garde de ménager leur économie (Inde, Brésil) ; c'est aussi le cas de la Turquie. Deux puissances économiques de premier plan - l'Allemagne et le Japon- ont en revanche une marge de progression très importante. C'est en général le cas des pays occidentaux, y compris les Etats Unis.

III.3. Palmarès des dépenses de défense par habitant.

Repères

(129) *Ce dernier indicateur est complémentaire du précédent. Mesurant l'intensité de la pression budgétaire par individu, il est un indicateur du caractère plus ou moins « citoyen » des budgets de défense. Bien évidemment, comme pour l'effort de défense, sa construction sous forme de ratio rend son interprétation délicate, même si le taux de croissance de la population reste relativement constant sur des périodes courtes. Par ailleurs, les pays très peuplés apparaissent comme sous-représentés car le dénominateur du ratio est trop élevé pour rendre la fraction significativement élevée. Le raisonnement symétrique s'applique pour les pays faiblement peuplés. Un autre inconvénient tient à l'usage de données en valeurs réelles qui présente des difficultés méthodologiques (v. la Note d'information sur l'Aperçu critique des sources disponibles en matière de dépenses de défense et de sécurité).*

Actualité

Classement comparé 2015- 2000

	Classement 2000		Classement 2015	
	Pays	Dépenses/hab	Pays	Dépenses/hab
1	Emirats Arabes Unis	1705	Arabie Saoudite	2778
2	Israel	1131	Oman	2574
3	Koweït	1105	Israel	1923
4	Singapour	1012	Etats-Unis	1854
5	Etats-Unis	982	Singapour	1705
6	Arabie Saoudite	854	Norvège	1131
7	Oman	792	Bahreïn	1105
8	Brunei	720	Brunei	1012
9	Norvège	612	Australie	982
10	Royaume-Uni	579	Royaume-Uni	854
11	France	544	France	792

12	Bahrein	544	Corée du Sud	720
13	Suède	541	Danemark	612
14	Danemark	524	Suisse	579
15	Grèce	492	Finlande	544

Tableau 10 : Palmarès des dépenses par habitant 2000 et 2015 (Données SIPRI, en dollars)

Le tableau 10 est proche du tableau 7 sur le top 15 des pays ayant le budget de défense le plus élevé, si on enlève les pays faiblement peuplés, comme le Koweït, Singapour, Brunei ou le Danemark. Il y a peu de variations dans la liste des pays représentés dans les deux tableaux, de 2000 à 2015 et de 2014 à 2015. On voit qu'ils sont tous riches et développés. L'effort de défense relativement réduit de ces pays laisse à penser qu'ils peuvent accroître sensiblement encore les contributions de leurs habitants.

IV. Données régionales et sous régionales (D 130).

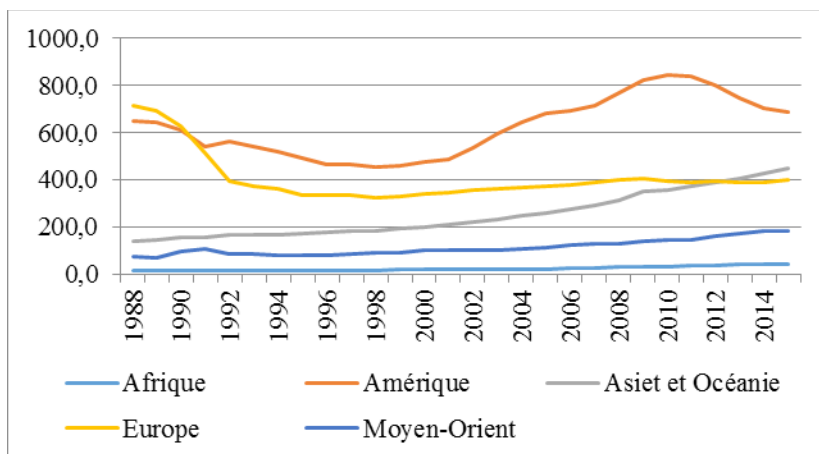
Repères.

(130) *Pour que les décomptes des dépenses au plan régional et subrégional en milliards de dollars et pourcentage aient une vraie signification, il faudrait que les régions elles mêmes en aient une et soient comparables. Ce n'est évidemment pas le cas. Le Moyen- Orient est à cet égard particulièrement démonstratif. Cette région à laquelle on préfère souvent l'Afrique du Nord/Moyen-Orient ou le Grand Moyen Orient est en réalité à géométrie variable selon les analystes et les politiques des puissances. C'est un vaste complexe de sécurité ou d'insécurité, composé de sous ensembles. L'important n'est pas vraiment de savoir comment évoluent les dépenses à ce niveau, en comparaison avec celles d'autres régions. Même si les données accumulées par le SIPRI pour les régions qu'il a définies (pour les listes des pays inclus dans les régions et sous régions, se reporter aux tableaux du SIPRI, par ex. table 9.10 in SIPRI Yearbook 2015, pp 374-380) sont d'un certain intérêt, elles ne vont pas à l'essentiel. Il faut, avec les données collectées pousser plus loin l'analyse. Que les DM, au Moyen Orient, soient élevées et croissent ne peut guère étonner. Il est plus important de situer les pays antagonistes les uns par rapport aux autres, Israël par rapport aux Arabes (maintien/ accroissement de sa supériorité stratégique), voire aux Perses et aux Turcs ; de considérer l'Iran et ses alliés chiites par rapport aux principaux pays sunnites ; de suivre la trajectoire de l'Egypte, première puissance arabe etc... Sur tous ces points, les dépenses militaires doivent toujours être rapprochées des autres données politiques et militaires.*

Au plan régional, mis à part le Grand Moyen Orient, c'est surtout l'Asie/ Pacifique qui doit retenir l'attention, en raison de la montée de la Chine et des tensions qui l'accompagnent en mer de Chine. La croissance, le niveau, la nature des dépenses de ses voisins sont certainement parmi les bons indicateurs de la manière dont elle est perçue en tant que puissance. L'Europe fera l'objet d'une analyse à part (au point IV 5).

IV.1. Dépenses par régions.

Actualité



Graphique 5 : Dépenses de défense par région (Données SIPRI en valeurs réelles) -

	1990-1999	2000-2009	2010-2015
Afrique	32,70%	69,59%	24,78%
Amérique	-25,03%	73,57%	-18,70%
Asie et Océanie	27,21%	75,95%	26,02%
Europe	-47,41%	18,23%	1,77%
Moyen-Orient	-5,61%	38,59%	24,93%
Monde	-27,27%	54,16%	-1,08%

Tableau 11 : Taux de croissance des dépenses de défense par région (Données SIPRI)

NB : les données sont parcellaires pour le Moyen-Orient, le taux de croissance porte donc sur la période 2010-2014

Le graphique 5 et le tableau 11 illustrent les évolutions des dépenses de défense par région depuis 1988. Les tendances récentes sont confirmées pour 2015 : on retrouve le déclin relatif des puissances occidentales, même si ces dernières montrent une inflexion. Ainsi, la baisse pour la zone « Amériques », principalement liée aux Etats-Unis, est moins forte en 2015 que les années précédentes. Au niveau européen, on observe une légère remontée liée à la fin des réductions pour les pays d'Europe de l'ouest et à l'accroissement continu en Europe de l'est. La zone « Asie-Océanie » accroît son écart avec l'Europe. Il apparaît que le Moyen-Orient représente la moitié des dépenses européennes, la différence étant donc à son minimum. L'Afrique apparaît à un niveau très lointain par rapport aux autres zones, malgré une hausse récente liée à l'utilisation de la rente pétrolière d'un certain nombre de pays (Algérie et Angola notamment).

Ces données sont à rapprocher des tendances valables au plan mondial, figurées au graphique 1. Les dépenses mondiales marquent nettement des phases- une réduction forte après la guerre froide, de près de 25% due à la baisse opérée par les deux superpuissances, la période des dividendes de la paix pendant les années 1990, puis la remontée à la fin des années 1990 accentuée à partir de 2002, avant le plateau actuel. Le comportement des régions est plus ou moins différent. Les Amériques, cela tient largement à la part des Etats-Unis dans les dépenses mondiales et régionales, sont proches de la courbe mondiale. La courbe de l'Europe marque beaucoup plus nettement la baisse avant de remonter légèrement et de se stabiliser, les deux tendances étant dues essentiellement aux variations de la Russie. On a vu en effet que la part de l'UE reste essentiellement stable (voir graphique 1). La croissance continue de l'Asie correspond à la montée économique des Etats de la région et, à partir du milieu des années 2000, traduit aussi l'accélération de la course aux armements. L'Europe est maintenant dépassée par l'Asie dans le "classement régional". Il sera intéressant de voir si la crise

ukrainienne modifiera cette tendance. Le Moyen Orient croît moins mais double tout de même ses dépenses sur la période, cela sans compter les dépenses de l'Iran indisponibles. Pour l'Afrique, où la question des données se pose aussi fortement, on observe une croissance longue mais faible. Les conflits africains, pourtant nombreux et meurtriers, sont peu coûteux.

Cette analyse est utile pour identifier les relais de croissance et les nouveaux marchés potentiels pour les industriels. La tendance pour les années à venir est plutôt orientée à la stabilisation des budgets de défense dans les pays de l'OCDE alors que les pays en développement restent confrontés à des questions de sécurité majeures qui nécessitent des budgets de défense en hausse.

Pour les listes des pays inclus dans les régions et sous régions, se reporter aux tableaux du SIPRI, par ex. table 9.10 in *SIPRI Yearbook 2015*, pp 374-380.

IV.2. Données relatives au Grand Moyen Orient

Actualité
(152)

Dépenses d'Israël et de ses voisins

	Israël	CCG	Turquie	LEA	GMO
2011	15950	88963	16875	114985	153133
2012	16206	101842	17244	127140	166769
2013	17110	114030	17626	141747	181716
2014	18106	123958	17770	155267	195521
2015	17512	127367	17669	162507	199098
Variation	9,8%	43,2%	4,7%	41,3%	30,0%

Tableau 12 : Israël et le Moyen-Orient (Données SIPRI).

NB Pour constituer ce tableau nous avons dû retenir des hypothèses pour compenser le manque de données. Avant 2015, trois pays ont des données manquantes (Qatar depuis 2010, Syrie depuis 2011, Iran depuis 2012), le choix a été fait de maintenir constant les budgets à partir de la dernière observation. Les dépenses des Emirats Arabes Unis, du Koweït, du Qatar et du Yémen sont manquantes en 2015. Nous faisons encore l'hypothèse qu'elles sont identiques à celles de l'année précédente, ce qui semble assez raisonnable. Les données sont absentes pour le Soudan, qui rentre dans la catégorie des Etats défaillants. Le Grand Moyen Orient, concept popularisé par l'initiative de GW Bush en 2003, correspond davantage maintenant qu'alors à une réalité politico-militaire. Dans le projet de « démocratisation » de GW Bush, il inclut le Maghreb et va jusqu'à l'Afghanistan, en couvrant le Levant, le Proche orient, la péninsule arabique et d'autres pays plus éloignés(Comores). Le GMO comprend les pays suivants : Afghanistan, Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Comores, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Organisation de libération de la Palestine, Pakistan, Qatar, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie, Turquie, Yémen. La liste des pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et de la Ligue des Etats arabes (LEA) est dans la Note d'information sur les alliances collectives

Le tableau 12 fait apparaître une très considérable différence entre les budgets d'Israël et de la Turquie, d'importance comparable, et ceux des pays arabes, dont le principal est celui de l'Arabie Saoudite, près de 90 milliards de dollars et de 45° des dépenses pour l'ensemble du GMO. Le rythme d'accroissement des dépenses militaires est également beaucoup plus fort dans les pays du CCG et de la Ligue arabe. Il apparaît que les budgets de défense des pays arabes ont une croissance plus forte que celle du

budget d'Israël. Le conflit du Yémen, la guerre en Irak et en Syrie et les tensions régionales avec l'Iran, sont parmi les facteurs explicatifs de cette hausse, que la rente pétrolière permet de supporter. Mais la baisse des cours du pétrole pourrait infléchir cette tendance ou obliger les pays concernés à faire des arbitrages difficiles. La Turquie, dont les moyens sont en voie de réduction, a diminué ses dépenses de défense en 2015. Autre point plus original : si on accepte l'idée généralement admise de la supériorité militaire d'Israël sur le plan régional, il est évident que cet Etat, avec un effort relativement modeste (et il est vrai l'aide US, financièrement de l'ordre de 3 milliards de dollars par an et en réalité plus variée), parvient à avoir une très large supériorité sur ses voisins du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et de la Ligue des Etats arabes (LEA). Cela introduit l'idée d'un coefficient d'efficacité variable des dépenses militaires. Le niveau des dépenses turques, du même ordre, laisse à penser que ce pays a une marge importante de progression s'il le veut, étant donné le niveau de son effort (2, 2% du PIB en 2014)

IV.3. Données sur l'Asie Pacifique

Repères

(133) *C'est dans cette région que la situation est actuellement la plus complexe. Un seul tableau ne peut pas la résumer. Pour être en phase avec la situation dans la région, étant donné les éléments disponibles, il faut, outre des données par pays, comparer au camp américain dans la région, la Chine et le couple Chine, Russie. Il faut mettre aussi en regard la Chine et les autres alliances susceptibles de l'équilibrer et fixer enfin les choses pour chaque couple conflictuel.*

IV.3.1. Données sur la Chine, la Russie et le camp américain.

Actualité

Détail par pays

	Chine	Russie	Japon	Corée du Sud	Philippines	Taïwan	Australie	Nouvelle-Zélande	Etats-Unis
2011	155898	65040	47161	34201	2916	10085	24835	2253	748646
2012	169321	75364	46584	35070	2957	10440	23965	2193	706082
2013	182930	79030	46380	36175	3362	9860	23757	2178	650081
2014	199651	84697	45867	37286	3103	10240	25784	2276	609914
2015	214485	91081	46346	38640	3893	10310	27793	2447	595472

2011	1,85%	3,67%	1,03%	2,58%	1,21%	2,06%	1,77%	1,25%	4,58%
2012	1,86%	3,99%	1,01%	2,61%	1,16%	2,12%	1,69%	1,20%	4,24%
2013	1,87%	4,20%	1,00%	2,63%	1,24%	1,94%	1,66%	1,13%	3,84%
2014	1,91%	4,52%	1,00%	2,64%	1,09%	1,93%	1,79%	1,15%	3,52%
2015	1,92%	5,39%	0,99%	2,64%	1,30%	1,94%	1,92%	1,21%	3,32%

Tableau 13 Zone Asie Pacifique. Présentation des efforts de défense (Partie haute) et des budgets (Données SIPRI, dollars constants 2014).

Rapport Chine, Chine/Russie et Etats-Unis/ alliés

	Chine	Chine + Russie (a)	USA+ Alliés (b)	Part (a)/(b)
2011	155898	220938	870097	25,4
2012	169321	244685	827291	29,6
2013	182930	261961	771794	33,9
2014	199651	284348	734470	38,7
2015	214485	305566	724900	42,2

Tableau 14 : Chine et Chine Russie et Occidentaux (Données SIPRI en valeurs réelles)

Ces tableaux sont intéressants d'abord par l'écart qu'ils montrent entre les budgets de la Chine et du duo Chine Russie et ceux des Etats-Unis et du camp américain dans la région. On voit que malgré sa progression forte et rapide- il est passé de 25% en 2011 à 42% en 2015- le duo n'atteint pas encore la moitié, d'un ensemble où les Etats-Unis représentent près de 80% de l'effort. On remarquera que cette proportion, comme pour l'Europe, n'est pas bonne car tout le budget américain n'est pas consacré à l'Asie Pacifique. Il en va d'ailleurs de même pour la Russie. Le point le plus intéressant est sans doute le faible niveau de l'effort, par rapport au PIB, chez les alliés des Etats-Unis, à l'exception de la Corée du Sud et de Taiwan. Cela est particulièrement vrai pour le Japon. S'il poussait son effort à 2% du PIB, son budget atteindrait pratiquement 120 milliards de dollars. La marge de progression est, de ce côté, très importante si le besoin s'en fait sentir. Plusieurs éléments laissent à penser que la situation pourrait se stabiliser au niveau actuel : les prévisions concernant les dépenses américaines, le programme ambitieux de réforme de leur format d'armée par les Australiens, l'évolution des Japonais et les perspectives de croissance de la Chine comme de la Russie

IV.3.2. La Chine et les « alliances », susceptibles de l'équilibrer.

Chine et alliances susceptibles de l'équilibrer

	Chine	Japinde	Philnambodge	Russie+Inde	Inde
2011	155898	96100	6283	113980	48940
2012	169321	95349	6862	124130	48766
2013	182930	94786	7454	127437	48406
2014	199651	96781	7637	135611	50914
2015	214485	97462	8752	142197	51116

Tableau 15 : (Données SIPRI en valeurs réelles)

Le Tableau 15 montre que si Philnambodge (Philippines, Vietnam, Cambodge) est très loin, Japinde ferait tout à fait le poids si on tient compte de la marge de progression de Japon et de l'Inde. Ce tableau permet aussi de mesurer le poids d'un duo ancien- il existait déjà du temps de la guerre froide- formé par la Russie et l'Inde. Cette relation de proximité n'est pas actuellement hostile à la Chine, dont la Russie est proche, c'est plutôt un facteur de modération dans la relation conflictuelle Inde Chine et on voit que la Chine seule le surpasse encore nettement.

IV.3.3. Comparaisons par couples potentiellement conflictuels

Le couple Chine Inde

	Chine (a)	Inde (b)	Part (b)/(a)
2011	155898	48940	31,4%
2012	169321	48766	28,8%
2013	182930	48406	26,5%
2014	199651	50914	25,5%
2015	214485	51116	23,8%

Tableau 16 : (Données SIPRI en valeurs réelles)

Pour un effort un peu supérieur, en pourcentage du PIB (2,3% contre 1,9 en 2015), le budget de l'Inde représente moins du tiers de celui de la Chine, ce qui est normal, parce que sa croissance a été plus tardive et plus faible. Les perspectives pour ce couple sont étroitement liées à l'évolution future des PIB. Dans le cas de ce couple, la comparaison est relativement réaliste car aucun des deux pays n'est membre d'une alliance formelle. Mis à part la recherche d'un allié, l'Inde a plusieurs moyens pour rester à égalité approximative avec la Chine : réussir à avoir un PIB égal ou supérieur à celui de Pékin, augmenter fortement son effort de défense ou encore investir dans la création d'une force nucléaire moderne, lui assurant une réelle capacité de dissuasion et de gestion des crises (voir sa situation au n° 15 et dans les Notes d'information sur les capacités des puissances nucléaires et la modernisation des arsenaux nucléaires).

Le couple Chine Japon

	Chine (a)	Japon (b)	Part (b)/(a)
2011	155898	47161	30,3%
2012	169321	46584	27,5%
2013	182930	46380	25,4%
2014	199651	45867	23,0%
2015	214485	46346	21,6%

Tableau 17 : (Données SIPRI en valeurs réelles)

Ce tableau est simplement indicatif, la situation n'est pas comparable au cas précédent, à cause de l'Alliance américaine du Japon.

Le couple Inde Pakistan

	Inde (a)	Pakistan (b)	Part (b)/(a)
2011	48940	7520	15,4%
2012	48766	7975	16,4%
2013	48406	8238	17,0%
2014	50914	8655	17,0%
2015	51116	9248	18,1%

Tableau 18 : (Données SIPRI en valeurs réelles) -

On voit que l'écart est énorme et s'accroît. Pour le Pakistan cela implique la nécessité d'alliances. Pour le moment, sa situation est délicate à cet égard, puisque ses relations se sont dégradées nettement avec les Etats-Unis mais sans qu'il y ait rupture. Ce lien ancien constitue une limite au rapprochement avec la Chine. Ici aussi un fort investissement dans le nucléaire paraît s'imposer dans le contexte actuel.

V. Dépenses européennes de défense (D 134).

Repères.

(134) *Au moment où l'Europe, après avoir esquissé un mouvement pour devenir une « maison commune », se divise à nouveau, ce qu'accompagne une certaine remilitarisation, il est important de situer du point de vue des dépenses militaires, les ensembles d'Etats qui la composent. La nouvelle configuration n'est pas sans rappeler celle qui existait pendant la guerre froide, elle est toutefois assez différente. On retrouve le clivage Est Ouest mais l'Est est de dimension nettement moindre. La Russie n'est plus l'URSS, elle n'a plus le glacis que constituaient les pays du Pacte de Varsovie ; elle a été repoussée vers l'Est et ne regroupe autour d'elle, dans l'OTSC, qu'un nombre réduit de pays, de petite dimension. L'Ouest a au contraire beaucoup avancé vers l'Est. Avec la fin de la guerre froide, le nombre des membres de l'UE et de l'OTAN a fortement augmenté. Il atteint dans les deux cas le chiffre de 28. 22 Etats sont à la fois dans l'UE et dans l'OTAN. L'une comme l'autre ont encore des perspectives d'élargissement. Parmi les candidats à l'UE figurent, entre autres, deux membres de l'OTAN, l'Albanie et la Turquie. En ce qui concerne l'OTAN, les perspectives d'élargissement ne sont closes ni à l'Ouest, vis-à-vis notamment des pays des Balkans, ni à l'Est, au moins en ce qui concerne l'Ukraine et la Géorgie. C'est l'un des aspects les plus sensibles des relations avec la Russie. Le « Brexit » ne devrait pas affecter notablement, au moins dans l'immédiat, l'ensemble occidental de défense et sécurité en Europe.*

Sur les 57 pays de l'OSCE, en d'autres termes de la très grande Europe puisque on y trouve les Etats d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan), le Canada et les Etats-Unis, la majorité est donc incluse dans des alliances (OTAN, OTSC) et dans un ensemble, lié à l'OTAN, qui a une dimension de défense et un profil de type fédéral, l'UE/ PDSC ou Identité européenne de sécurité et de défense (IESD).

Actualité

V.1. Dépenses de la Russie et de l'OTSC

Données Russie et OTSC

	Russie	OTSC
2011	65040	68216
2012	75364	78955
2013	79030	83016
2014	84697	88724
2015	91081	95028

Tableau 19 : (Données SIPRI en valeurs réelles)

NB L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) comprend outre la Russie 5 pays : Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan

La constatation qui se dégage de ces chiffres est que les partenaires de l'OTSC n'accroissent que peu le potentiel russe- un peu plus de 4 %, chiffre stable sur la période 2010- 2015.

V.2. Dépenses de l'OTAN.

Européens et Nord-Américains

Année	OTAN	EU et Canada	Européens	% des Européens
2011 -	1081459,13	768631	312828	28,9%
2012 -	1031070,84	725086	305985	29,6%
2013 -	963143,393	667649	295495	30,6%
2014 -	920807,93	627768	293040	31,82%
2015 -	904912,746	612682	292231	32,29%

Tableau 20 : (Données SIPRI en valeurs réelles).

Le tableau 20 permet de comparer la part américaine et européenne des dépenses de l'OTAN. On voit facilement que la première est très supérieure. Cependant la part européenne dans les dépenses de l'OTAN augmente de manière significative au cours des 5 dernières années. On remarque aussi que la baisse se poursuit pour l'OTAN dans son ensemble, ses membres nord-américains, et ses membres européens, l'essentiel du mouvement étant dû aux nord-Américains, particulièrement aux Etats Unis (retrait d'Irak et d'Afghanistan et dans le cas européen crise économique).

Cela ne veut pas dire que les décisions prises au sommet de l'OTAN du 5 septembre 2014, d'« d'inverser la tendance à la baisse que connaissent les budgets de défense, d'utiliser de la manière la plus efficace possible les fonds à notre disposition et de favoriser une répartition plus équilibrée des dépenses et des responsabilités » (§ 14 Déclaration du sommet) sont oubliées et inappliquées. Il est prévu que les alliés qui sont dans les normes de l'OTAN- 2% du PIB pour les dépenses de défense et 20% du budget de défense aux équipements majeurs et à la RD afférente- doivent y rester. Pour les autres, il faut « cesser toute diminution des dépenses de défense », « cherch(er) à augmenter leurs dépenses de défense en termes réels à mesure que croîtra leur PIB » et « (se) rapprocher dans les dix années à venir des 2 % ». Les alliés chercheront aussi, s'agissant des équipements majeurs et de la RD liée, à les porter à 20% ou plus de leur budget de défense dans les 10 ans à venir. Il est prévu de maintenir la pression en faveur de cette orientation puisque cette question doit être examinée chaque année, mais les alliés en dehors des normes, qui sont la grande majorité, n'ont pris, en réalité, qu'un engagement aménagé, conditionné et en quelque sorte indexé sur leur croissance éventuelle. La mise en œuvre de ces décisions ne pouvait se traduire dans les dépenses de 2015 et ne se manifesterait qu'ensuite. Les éléments dont on dispose à la mi 2016 vont bien dans le sens de l'application des décisions du Sommet de Glasgow (stabilisation du budget américain, augmentation des dépenses en France et en Allemagne notamment, v. le rapport de M JM Bockel, Incidences budgétaires des nouveaux défis lancés à la sécurité transatlantique, Assemblée parlementaire de l'OTAN, 042 ESC 16 F, 2016).

Un autre point très net quand on rapproche les tableaux 18 et 19 est que le montant des dépenses européennes de défense (292 231) est très supérieur à celui de la Russie (91081) et de l'OTSC (95028). Ces chiffres sont d'autant plus significatifs que le potentiel mobilisable pour renforcer l'effort est considérablement plus grand côté européen. Le problème de sécurité posé par la Russie- s'il existe vraiment- peut en principe aisément être réglé par les Européens seuls, s'ils sont capables de s'organiser correctement. On peut dire aussi que l'engagement américain pourrait être réduit à une forme de réassurance. Il n'y a pas, dans le contexte actuel, réellement, objectivement, de charge à partager. Le maintien de l'engagement américain en Europe, qui reste

relativement important s'explique par l'incapacité ces Européens de penser leur sécurité, dans un contexte où cela n'est pas nécessaire, par l'intérêt que présente, pour les Etats Unis, la poursuite de la vassalité européenne et par l'excellent rapport coût efficacité de leur présence européenne. On ne doit pas perdre de vue que la présence (bases aériennes et navales, forces et moyens pré-positionnés) des Etats Unis eu Europe leur donne des moyens d'action en Eurasie, Afrique du Nord et Proche Orient. Le coût de l'engagement des Etats- Unis en Europe est devenu modeste après la guerre froide. Il est très inférieur à l'effort que font les Européens de l'Alliance pour leur défense. Si on ne perd pas de vue la phrase de Lord Ismay sur le rôle de l'OTAN- « *to keep the Soviets out, the Germans down and the US in* » - on peut même dire que le rendement de l'investissement des Etats-Unis en Europe a énormément augmenté, puisqu'il leur a permis, à peu de frais et sans risque, d'éviter le rapprochement de la Russie et de l'UE et de contrôler l'émergence politico- militaire de cette dernière (v. Fontanel, J., Geslin, A. Le budget de l'OTAN et son interprétation, *in Alliances : quel avenir*

vécues comme si l'on était encore à l'époque de la guerre froide. Peut-être le *Brexit* favorisera -t-il une évolution des esprits.

Membres européens de l'OTAN

Groupes d'Européens

	Membres avant 1991	Pays Baltes	Ex membres pacte de Varsovie	Autres
2011	292737	1028	17114	1949
2012	286227	1072	16927	1759
2013	275920	1118	16818	1638
2014	272128	1238	18103	1571
2015	268362	1453	20869	1548

Tableau 21 : Dépenses de défense des pays européens membres de l'OTAN (Données SIPRI en valeurs réelles).

Le tableau 21 permet de fixer la part des 14 pays qui étaient membres de l'alliance/ OTAN du temps de la guerre froide (Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Royaume-Uni, Portugal, puis Grèce et Turquie, Allemagne et Espagne) et de ceux qui les ont rejoint ensuite. Parmi ces derniers, on peut distinguer 3 groupes : celui des pays Baltes, anciennes républiques de l'URSS, celui des anciens membres du Pacte de Varsovie (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, République tchèque, Slovaquie) et celui des autres anciens pays socialistes (Albanie, Croatie, Slovénie). En se reportant au tableau 19, on voit que l'effort est- sauf exceptions très légèrement supérieures à cette limite (France, Grèce, Royaume Uni et Turquie à 2,2 et Estonie à 2%) -, en dessous et même souvent nettement en dessous des 2% du PIB. Les nouveaux membres, sauf la Pologne font prendre en charge leur sécurité par Washington et à un degré moindre par les grandes puissances européennes. Les chiffres fournis par l'OTAN, disponibles seulement pour 2013 confirment cette analyse (*Les dépenses de défense des pays de l'OTAN (2009- 2016)*, 2016, p 5). On note toutefois que les dépenses de défense des pays baltes et des anciens membres du Pacte de Varsovie, où la perception de la menace russe est nettement plus vive et la situation économique meilleure, évoluent très nettement à la hausse depuis 2013, alors que celles des membres de l'alliance avant 1991 continue de baisser.

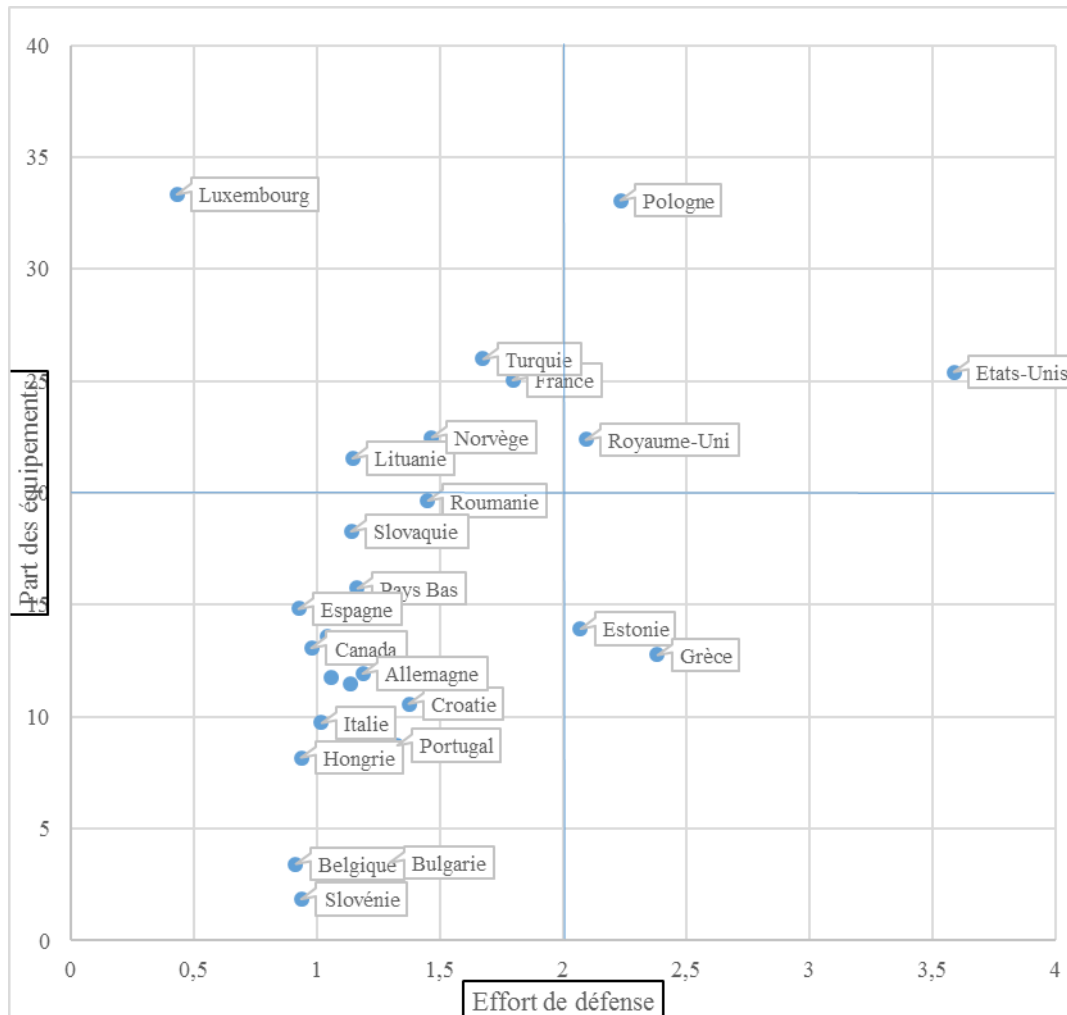
Par pays

	2011	2012	2013	2014	2015	2011	2012	2013	2014	2015
Albanie	199	195	183	178	155	1,55 %	1,52%	1,39%	1,34%	1,14%
Allemagne	48004	49149	46312	46103	47046	1,28 %	1,32%	1,23%	1,20%	1,18%
Belgique	5476	5415	5244	5192	4953	1,04 %	1,04%	1,00%	0,97%	0,91%
Bulgarie	810	829	886	836	797	1,55 %	1,57%	1,70%	1,50%	1,41%
Croatie	1085	992	948	907	904	1,78 %	1,69%	1,66%	1,59%	1,56%
Danemark	4486	4626	4243	4057	4130	1,32 %	1,37%	1,26%	1,19%	1,19%
Espagne	19499	19721	17205	17051	16929	1,32 %	1,39%	1,24%	1,21%	1,16%
Estonie	396	463	478	512	546	1,71 %	1,93%	1,93%	1,98%	2,04%
France	63725	62844	62686	63614	60747	2,26 %	2,24%	2,22%	2,25%	2,10%
Grèce	6752	5972	5577	5531	6104	2,47 %	2,37%	2,33%	2,33%	2,64%
Hongrie	1365	1299	1228	1210	1225	1,06 %	1,04%	0,96%	0,88%	0,85%
Italie	38047	35342	33948	31571	28460	1,67 %	1,63%	1,59%	1,47%	1,31%
Lettonie	289	266	285	299	341	1,04 %	0,90%	0,92%	0,94%	1,03%
Lituanie	343	343	355	427	566	0,79 %	0,77%	0,76%	0,89%	1,13%
Luxembourg	258	251	260	279	362	0,44 %	0,42%	0,43%	0,44%	0,54%
Norvège	6747	6870	7028	7334	7377	1,47 %	1,43%	1,45%	1,47%	1,50%
Pays-Bas	11786	11075	10317	10333	10476	1,30 %	1,25%	1,18%	1,18%	1,16%
Pologne	9302	9383	9304	10345	12603	1,83 %	1,83%	1,80%	1,89%	2,21%
Portugal	4810	4272	4707	4112	4380	2,00 %	1,91%	2,10%	1,79%	1,87%
Rép. Tchèque	2218	2060	1971	2023	2099	1,09 %	1,04%	1,00%	0,99%	0,97%
Roumanie	2353	2289	2463	2691	2980	1,30 %	1,24%	1,30%	1,35%	1,42%
Royaume-Uni	66271	63446	60766	59183	59730	2,33 %	2,24%	2,12%	2,01%	1,96%
Slovaquie	1067	1067	966	998	1164	1,09 %	1,10%	0,99%	1,00%	1,13%
Slovénie	665	572	507	486	489	1,30 %	1,17%	1,06%	0,98%	0,96%
Turquie	16875	17244	17626	17770	17669	2,23 %	2,28%	2,26%	2,22%	2,09%

Tableau 22 : Dépenses de défense et effort de défense des pays européens de l'OTAN (Données SIPRI)

Ce tableau permet de voir les écarts entre pays européens dans l'effort de défense mesuré par rapport au PIB, c'est à dire de mesurer en principe la part que chacun assume du fardeau commun de la défense et de la sécurité. « En principe » s'impose car

dans une certaine mesure l'argument qui joue dans le cas des Etats Unis (« leurs intérêts dépassent largement l'Europe ») s'applique aussi au Royaume Uni et à la France, en raison de leur statut de grandes puissances et de leurs territoires extra-métropolitains.



Graphique 6 : Dispersion des pays de l'OTAN en fonction des dépenses militaires et de la part des dépenses d'équipement (données OTAN).

V.3. Dépenses militaires et IESD.

Repères

(136) Depuis le traité de Maastricht créant la PESC, la mise en œuvre de l'IESD au niveau de l'Union européenne est entrée dans les perspectives de long terme. Il est donc intéressant de considérer les dépenses militaires des pays concernés, tous les membres de l'UE, sauf le Danemark qui n'y participe pas. Il est d'autre part opportun de créer dans cet ensemble plusieurs groupes : le duo franco-britannique (deux puissances nucléaires, membres permanents du Conseil de sécurité et liées par les accords de Lancaster House), puis les pays de l'organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) qui comprend outre les deux Etats précités l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne et l'Italie.

A l'aide des chiffres fournis, on peut aussi faire des remarques utiles sur d'autres couples, trios ou groupes

Actualité

Le duo franco-britannique

	France	Royaume-Uni	France	Royaume-Uni
2011	63725	66271	2,3%	2,3%
2012	62844	63446	2,2%	2,2%
2013	62686	60766	2,2%	2,1%
2014	63614	59183	2,2%	2,0%
2015	60747	59730	2,1%	2,0%

Tableau 23 : Comparaison France - Royaume-Uni (Données SIPRI)

Le montant des dépenses militaires du duo, de l'ordre de 120 milliards de dollars est toujours nettement supérieur à celui de la Russie (91 environ) avec un niveau d'effort bien moindre (autour de 2% contre 4,5% et davantage du PIB).

Les autres membres de l'OCCAR

	Allemagne	Belgique	Espagne	Italie	Allemagne	Belgique	Espagne	Italie
2011	48004	5476	19499	38047	1,3%	1,0%	1,3%	1,7%
2012	49149	5415	19721	35342	1,3%	1,0%	1,4%	1,6%
2013	46312	5244	17205	33948	1,2%	1,0%	1,2%	1,6%
2014	46103	5192	17051	31571	1,2%	1,0%	1,2%	1,5%
2015	47046	4953	16929	28460	1,2%	0,9%	1,2%	1,3%

Tableau 24 : Autres pays de l'OCCAR (Données SIPRI)

Le total des dépenses militaires des 4 autres membres de l'OCCAR se monte à 97388 millions de dollars en 2015, ce qui n'est pas négligeable par rapport au chiffre cumulé de la France et du Royaume Uni (120 477) et à celui de la Russie (91 environ). L'OCCAR dans son ensemble est à 217 865, soit toujours plus que la Chine (214 500), avec un taux d'effort inférieur.

Les autres membres de l'UE

	2011	2012	2013	2014	2015	2011	2012	2013	2014	2015
Autriche	3456	3411	3278	3305	3006	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%	0,7%
Chypre	461	421	379	358	427	1,8%	1,7%	1,6%	1,5%	1,8%
Finlande	3772	3814	3823	3599	3563	1,4%	1,4%	1,4%	1,3%	1,3%
Irlande	1271	1204	1197	1191	1188	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,4%
Malte	56	52	54	57	66	0,6%	0,5%	0,5%	0,5%	0,6%
Suède	6026	6152	6188	6556	6578	1,2%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%

Tableau 25 Autres membres de l'UE (neutres, non-alignés).

Le cas des pays Baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), anciennes républiques de l'URSS et des anciens membres du Pacte de Varsovie (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie) ou des anciens pays socialistes (Croatie, Slovénie) a déjà été abordé à propos de l'OTAN. On a vu que ces pays, à l'exception de la Pologne, ne font qu'un effort financier très limité pour leur défense. Mis à part ces Etats et d'autres Etats membres de l'OTAN- Pays Bas, Luxembourg, Grèce, Portugal dont le total des dépenses de défense cumulé pour 2014 se monte à 21543 millions- il reste à aborder le cas des membres de l'UE qui étaient à l'époque de la guerre froide parmi les Etats neutres et non alignés, et dont la position au sein de l'IESD garde une certaine spécificité.

Leur effort en 2015 se monte à 14 828 millions de dollars, ce qui rapporté au PIB est faible, sauf dans le cas de Chypre. La capacité d'accroître les dépenses militaires est forte, notamment en Finlande et en Suède.

Dépenses militaires des membres de l'UE (PSDC moins le Danemark)

Au total pour 2015 les dépenses militaires de l'Union européenne s'établissent ainsi

UE/Groupes de pays	Dépenses 2014	Dépenses 2015
FR-UK -	122796	120477
Autres OCCAR	99916	97387
OCCAR -	222712	217864
Pays Baltes -	1238	1453
Ex-Varsovie -	18103	20869
Neutres -	15066	14829
Autres - OTAN -	20254	21322
Total IESD -	277374	276336

Tableau 26 : Dépenses par groupes de de l'IESD (Données SIPRI)

Le tableau 26 illustre les variations entre 2014 et 2015 pour les groupes des pays de l'IESD. En agrégé, il n'y a que peu de variations entre ces deux années (moins d'un milliard de dollars). Cependant, on note qu'entre les groupes de pays composant l'IESD des variations significatives apparaissent : les grands pays européens (OCCAR) ont encore réduit leur budget de défense alors que les pays les plus proches de la « menace russe » ont fortement augmenté le leur (pays baltes ou ex pays du pacte de Varsovie). Les chiffres de 2016 devraient marquer l'inversion générale de la tendance vers la hausse.

Le graphique 1 montre que les dépenses militaires de l'UE restent au niveau qu'elles avaient à la fin de la guerre froide malgré son considérable élargissement- elle est passée de 12 à 28 (27 dans l'IESD) Etats membres. Leur montant est inférieur à la moitié de celles des Etats-Unis. Le même graphique montre que c'était déjà le cas- la situation était quasi identique- à la fin de la guerre froide. L'UE étant nettement moins nombreuse, ses membres d'alors ont, c'est surtout là qu'est le changement, sensiblement baissé leurs dépenses ; ils ont touché les dividendes de la paix, puis essuyé la crise. Comme on l'a vu, le sommet de l'OTAN de 2014 a considéré que cette situation était anormale et un consensus s'est fait sur le principe des 2%. S'il est appliqué, il devrait en résulter, étant donné la marge d'augmentation dont disposent les pays qui sont en dessous de ce seuil, une augmentation significative, entre 30 et 40 milliards d'euros. Cela représente plus de 10°/° du montant actuel mais ne correspond pas à un changement majeur. A titre de comparaison, la Chine et la Russie sont passées

respectivement de 136 et 66 milliards de dollars à 191 et 91 entre 2010 et 2014. L'augmentation demandée est donc à la fois significative et insuffisante, s'il y a vraiment urgence et danger.

Dans les débats de 2014 on constatait la forte présence de la question de la « menace russe » et de la nécessité d'augmenter les dépenses européennes réputées très insuffisantes et devant conduire au déclassement, à une sorte de suicide de l'Europe en tant que puissance, aboutissant à sa « sortie de l'histoire ». Il est important de souligner que cette thèse est manifestement exagérée si on considère : que les dépenses militaires de l'Union européenne/ IESD dépassent toujours les 200 milliards de dollars et correspondent à un chiffre que seuls les Etats-Unis surpassent, il est vrai nettement ; que trois Etats Européens restent des puissances du Top 10 et que les pays de l'OCCAR- qui constituent le noyau défense de l'UE/IESD- restent au niveau (217 865 contre 214 500) de celles de la Chine et qu'il représente une puissance établie contre une puissance qui se construit.

La question majeure, à laquelle doivent être rapportées toutes les dépenses militaires, quel que soit l'acteur, est : pour faire face à quelles menaces, pour quels objectifs ? On raisonne comme si les Européens avaient encore en face d'eux l'URSS, l'autre superpuissance. Mais ils n'ont plus que la Russie, un pays qui ne dépasse guère 140 millions d'habitants et dont le PIB est inférieur à celui de chacun des 4 principaux Etats de l'Union. La Russie garde une capacité stratégique nucléaire importante mais en diminution, qu'elle aura beaucoup de peine à maintenir et elle n'est plus une puissance classique majeure, susceptible d'être une menace réelle pour l'Europe de l'Ouest. Cette constatation est fondamentale.

Les Européens semblent ne pas le voir : ils ont largement les moyens dans le contexte international actuel- nouveau et non identique à celui de la guerre froide- d'assurer seuls leur défense et leur sécurité et ils ont la possibilité de construire, sans être sous une pression très forte, l'appareil destiné à le faire. Ils sont dans une situation où ils peuvent imposer la reconfiguration de l'Alliance et de l'OTAN. Mais cela passe par un travail important, qui reste en bonne partie à faire, sur eux-mêmes.

En ce qui concerne l'aspect budgétaire, le problème qui se pose à eux n'est pas de dépenser plus mais de dépenser mieux, de dépenser autrement. Augmenter leurs dépenses n'aidera pas à le résoudre ; cela contribuera au contraire à retarder son traitement.

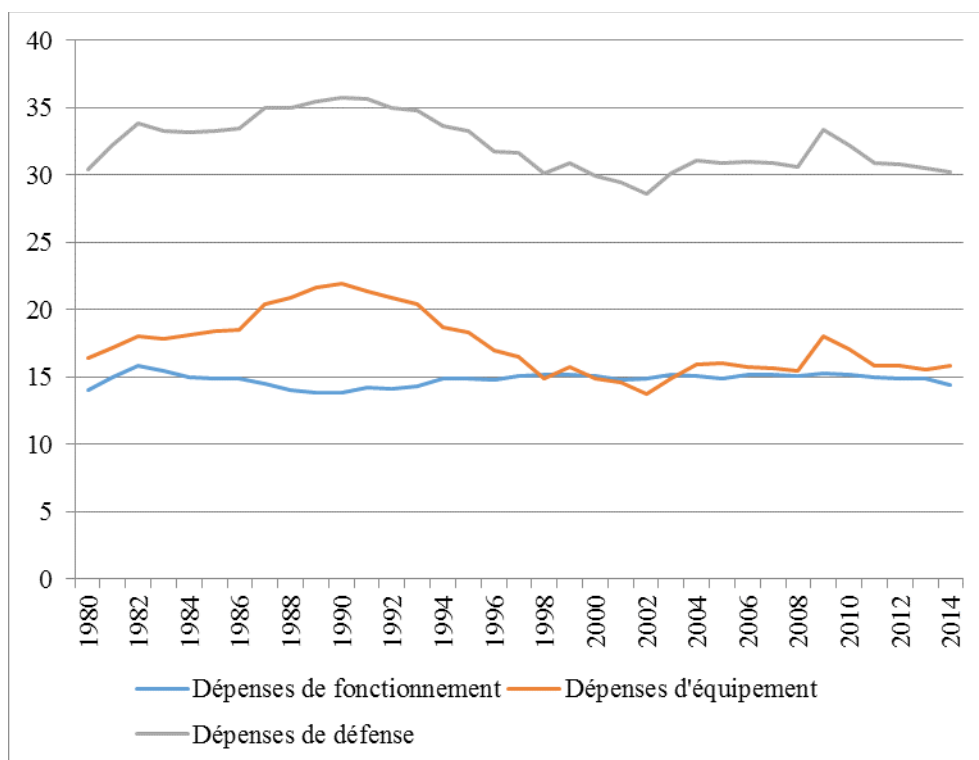
Du côté européen, l'apparition d'une identité européenne de sécurité et de défense (IESD), qui est l'une des grandes questions de sécurité internationale, d'envergure systémique, a pour le moment peu de chances de se manifester par le moyen des dépenses militaires. Elle passe d'abord par des décisions politiques concernant la conception de la sécurité européenne et les moyens de l'assurer, ce qui implique la définition d'une vision de l'UE dans le monde et de ses relations avec les Etats-Unis et la Russie et le déplacement de la défense de l'OTAN à l'IESD ou la réorganisation de l'OTAN autour des Européens. Ceux-ci, dans le contexte actuel doivent prendre en charge leur défense et leur sécurité car ils en ont les moyens, y compris sans augmentation importante de leur effort budgétaire de défense. Cette évolution passe par une refondation de l'OTAN ; elle sera par conséquent très difficile à accomplir, la crise ukrainienne ne la facilitant pas. L'autre question que les Européens doivent régler est celle savoir s'ils se conçoivent comme une puissance mondiale décidée à prendre en charge la défense de ses intérêts au niveau de la planète et à peser sur le cours des choses ou se contentent de suivre Washington, en disposant au mieux du pouvoir de ne pas s'associer aux entreprises américaines.

NB On a utilisé les données du SIPRI pour pouvoir travailler sur la longue durée et surtout établir des comparaisons avec qui les autres Etats, ce que ne permettent pas les données de l'Agence européenne de défense (*Data Defense* et *National Defense Data*, derniers publiés en 2015 et 2016) donne des sommes en euros. On se servira des données européennes plus loin

VI. Dépenses de la France (D 138).

Repères

(138) Contrairement au Royaume-Uni, le budget de la défense en France est moins soumis à des variations, liées soit aux conditions économiques soit à l'environnement international¹. Cela traduit un fort degré d'inertie. Le graphique suivant présente l'évolution, en valeurs réelles, du budget total de la défense (en vert) et ses composantes de fonctionnement (en bleu) et d'équipement (en rouge) depuis 1980.



Graphique 7 : Dépenses de défense françaises agrégées et désagrégées (établi à partir des données de l'Observatoire économique de défense (OED), en milliards d'euros constants).

Plusieurs phases apparaissent clairement. La décennie des années 1980 est symbolisée par une hausse continue, principalement liées aux équipements de défense. La fin de la guerre froide marque une forte baisse du budget, une nouvelle fois liée à la réduction du budget d'équipement. L'engagement en Afghanistan, couplé au faible taux de disponibilité des matériels, conduit à stabiliser le budget en valeurs réelles, les deux composantes étant relativement égales. Il apparaît alors que le budget de 2013 est proche de celui observé au début des années 1980. Bien évidemment, cette comparaison est partielle (voire partielle) car le prix des équipements est supérieur aux prix des biens de consommation courante de sorte que "le pouvoir d'achat" des armées françaises est réduit.

Traditionnellement, les budgets de défense en France s'inscrivent dans le cadre de plusieurs documents officiels. Tout d'abord, les Livres Blancs fixent les orientations principales en faisant un exposé des menaces et des priorités dans une optique de temps long. Ensuite, sur la base des orientations stratégiques, les Lois de Programmation

¹ Cela peut être mesuré par différents critères. Traditionnellement, une mesure de la volatilité est l'écart-type. Sur les budgets de défense entre 1990 et 2013, l'écart-type du budget anglais est deux fois plus élevé que celui du budget français.

militaire (LPM) définissent de manière pluriannuelle les besoins, en faisant des prévisions sur les budgets d'équipement. Les LPM servent de base à la construction des budgets dans les Lois de Finance Initiale (LFI) en déterminant des Crédits de Paiement (CP) et des Autorisations d'Engagement (AE) qui peuvent être amendées par des lois de finance rectificative.

Les livres blancs de 2008 et 2013 ont formulé des recommandations budgétaires visant notamment à augmenter les dépenses d'équipement en faisant des économies sur les dépenses de fonctionnement à budget total constant.

Cette stratégie n'apparaît pas comme étant parfaitement mise en œuvre. Si le nombre de personnes rattachées au Ministère de la défense est bien en baisse, la masse salariale ne baisse pas, la Cour des Comptes indiquant même que la politique de ressources humaines est peu rationalisée. Par ailleurs, les dépenses d'équipement souffrent d'inexécution dans la mesure où les crédits de paiement sont toujours inférieurs aux prévisions des différentes LPM (généralement on perd une annuité d'équipement). Droff J. et J. Malizard (« Cohérence entre politique budgétaire et budget de défense en France », *Revue Défense Nationale*, 769, 2014 pp. 116-121) montrent notamment que les dépenses de défense sont davantage soumises à la rigueur budgétaire et qu'en leur sein, les dépenses d'équipement sont les principales variables d'ajustement. Enfin, des contraintes exogènes, liées par exemple aux OPEX ou à l'accompagnement des territoires dans la réforme des bases de défense, conduisent à des réorganisations qui obèrent la capacité d'équipement. Ces tendances doivent tenir compte des décisions du sommet de l'OTAN de septembre 2014, de l'engagement accru et de la montée du terrorisme ajoutant aux OPEX, les OPINT.

Actualité

La comparaison de la France (personnel, opérations maintenance, investissement, équipement, R&D, R&T) avec les autres pays de l'UE est facile grâce aux données de l'Agence européenne de défense, qui publie régulièrement un *National Defence Data*. Le *National Defence Data 2013* vient d'être suivi en juin 2016 d'un *National Defence Data 2013-2014 and 2015 (est.) of the 27 EDA Member States*.

La situation de la R&D a été évoquée plus haut.

Concernant l'année 2015 il faut souligner qu'elle a marqué un moment important dans la mise en œuvre de la programmation militaire 2014-2019 et dans l'évolution de l'effort national en matière de défense puisque la LP a été actualisée pour la période 2015- 2019, par la loi du 28 juillet 2015. Cette actualisation a signifié une augmentation des ressources allouées à la défense, par ailleurs sécurisées dans la mesure où la part des ressources extérieures (REX), facteur de fragilisation du budget, a été fortement diminuée.

	2015	2016	2017	2018	2019	2015/19
LPM initiale	31,38	31,38	31,56	31,77	32,52	158,61
Actualisation	31,38	32,26	32,26	32,77	34,02	162,41
Variation volume ° /°	0	+ 0,6	+ 0,7	+ 1,0	+ 1,5	+ 3,8
Variation en ° /°	0	+ 1,9	+ 2,2	+3,1	+ 4,6	+ 2,4

Tableau 27 Actualisation de la programmation militaire 2015-2019 (crédits de paiement en milliards d'euros)

Source Projet de loi d'actualisation et Rapport Raffarin sur le projet de loi, Doc Sénat 547, juin 2015, p 33.

Un montant de 3,8 milliards d'euros supplémentaires sera affecté à la défense sur l'ensemble de la période, pour l'essentiel en 2018 et 2019.

Ces ressources supplémentaires vont d'abord aux dépenses de personnel, pour 73,6%.

	Montant	Pourcentage
Effectifs Masse salariale	2,4	63,2
Effectifs fonctionnement	0,4	10,4
Equipement Entretien programmé	0,5	13,2
Equipement Armement	0,5	13,2
Total	3,8	100°/°

Tableau 28 : Répartition des ressources supplémentaires (Crédits de paiement en milliards d'euros).

Source Projet de loi d'actualisation et Rapport Raffarin sur le projet de loi, Doc Sénat 547, juin 2015, p 33.

Les crédits affectés aux effectifs sont destinés à faire face à la moindre déflation des effectifs temps plein (ETP) décidée. Initialement elle devait concerner 33.675 ETP, elle n'en touchera finalement que 14 925, 18 750 seront donc épargnés.

L'objectif, tenant compte d'un engagement durable sur le territoire national, est de pouvoir disposer dès 2016 d'une capacité de forces terrestres de 77000 (contre 66000 dans la LP initiale) qui à l'horizon 2025, seront équipés de 200 chars lourds, 250 chars médians, 2700 VB multi-rôles et de combat, 147 hélicoptères de reconnaissance et attaque et 115 hélicoptères de manœuvre, une trentaine de drones tactiques, et d'une réserve opérationnelle (armée de terre) portée à 40000 militaires (contre 28000). Les crédits d'équipement devraient par ailleurs, selon la LPM actualisée, faire l'objet d'un redéploiement de crédits, d'environ un milliard d'euros du fait d'économies réalisées à cause d l'évolution favorable des indices économiques (not. prix du pétrole). De ce fait, l'équipement actualisé se présente ainsi :

	2015	2016	2017	2018	2019	Total 2015/ 2019
Nvx Crédits	0	0	0	0,118	0,382	0,5
Redéploit	0	0,225	0,286	0,220	0,265	1
Total	16,6	16,98	17,28	17,73	17,09	87,24

Tableau 29 : Budget d'équipement actualisé 2015/19 (CP en milliards d'euros).

Source DGA et Avis Sénat doc. N° 166 Tome VIII, p 20 rapport de MM J Gautier, D Reiner et X Pintat.

La part des dépenses d'équipement dans le budget de la défense va croissant sur la période 2014- 2019 passant de 52,4% à 56,4%

Globalement cet effort accru vise à renforcer le renseignement, la cyberdéfense, la protection intérieure, et les capacités de projection (transport tactique) et d'action (forces spéciales, hélicoptères).

Les économies ne sont pas la seule bonne nouvelle affectant cette mise à jour de l'effort de défense. Un autre point très positif a été la vente des 48 Rafale à l'Egypte (24) et au Qatar (24). Cela a évité au budget de la défense d'avoir à supporter, en procédant à des achats de Rafale anticipés (prévus au-delà de la LPM 2015-2019), le maintien de la viabilité industrielle de l'appareil fixée à 11 avions par an. Si le problème des sommes à inscrire pour couvrir les frais d'OPEX n'a pas été résolu, la provision prévue restant fixée à 450 millions d'euros, alors qu'il y a régulièrement un très net surcoût, les conditions de fin de gestion du budget 2015 et de report des charges sur 2016, ont été réglées de manière jugée satisfaisante (Avis Sénat précité, pp 33 à 45).

Le Projet de loi de finances 2016 prévoit donc finalement, sur la base de la LP actualisée :

	LP actualisé PLF 2016
Equipement	17
Fonctionnement (hors dotation OPEX)	3,5
Masse salariale (hors pensions et OPEX)	11, 1
OPEX	0,5

Tableau 30 : Crédits de paiement en milliards d'euros. -

Source PLP 2016, p 17. NB : Les pensions se montent à 7,859 milliards d'euros -

La défense disposera, en 2016, contribution aux dépenses de pensions comprise, de 45 384 M€ en AE et de 39 836 M€ en CP.

VII. Dépenses par catégories (D 139).

Repères.

(139) *Il est important de désagréger les dépenses militaires, de les décomposer en indicateurs plus fins, de distinguer ce qui relève des dépenses en personnel, en équipement, en RD etc. Les dépenses de RD sont celles qui traduisent l'effort visant à garder ou acquérir la supériorité, à assurer l'équilibre, à ne pas se faire distancer ; ce sont celles qui préparent l'arrivée des matériels de nouvelle génération ; elles sont particulièrement significatives du point de vue de la course aux armements et très importantes pour les bases industrielles de défense et le maintien des capacités technologiques. A considérer également, parce que très stratégiques, les dépenses allant aux systèmes de projection de forces, de frappe « imparables », aux systèmes défensifs, à l'espace, à la RAM etc...et bien sûr au nucléaire militaire. Quand il s'agit de dépenses d'équipement, il est important de savoir à quel type d'équipement elles sont destinées. Les difficultés méthodologiques développées dans l'aperçu critique des sources actuellement disponibles sont également valables pour toute analyse cherchant la décomposition des budgets de défense. Les questions de périmètre et d'inflation sont cruciales pour permettre les comparaisons entre pays et dans le temps.*

Dans ces conditions, peu de sources sont disponibles, au plan international, car le traitement statistique revêt une dimension quasiment insurmontable. L'usage de données nationales est privilégié, notamment pour les pays développés. On dispose cependant de quelques données internationales, qui peuvent faire l'objet d'observations.

Actualité

VII.1. Dépenses de R & D des membres permanents du Conseil de sécurité

La *Military Expenditure Data Base* de l'UNODA fournit des données par catégories de forces (Air, Land, Naval, Others) et par activités (Personnel, Procurement & Construction, R & D, Operation and maintenance, Not Distributed), relativement récentes pour 3 des 5 membres permanents du Conseil de sécurité.

Année	Chine	Etats Unis	France	Russie	Royaume Uni -
2010 -		76,991.00		48 ,572.00	2,550.00 -
2011 -		74,871.00		107,388.00	2,349.90 -
2012 -		70,935.00		101,949.00	
2013 -		66,892.00	547	58,086.00	2,372.00 -
2014 -			533,91		
2015 -					

Tableau 31 : R & D. Informations fournies par les membres permanents du Conseil de sécurité (Données *Military Expenditure Data Base*, UNODA, juin 2016).

Ce tableau montre que l'on ne peut pas actuellement comparer les dépenses de R & D des membres permanents. Le premier point à signaler est l'absence d'informations de la Chine, ce qui est en accord avec l'opacité bien connue de cet Etat. Pékin a fourni des données, mais pas sur la R&D jusqu'en 2010. La France a donné en avril 2016 des informations pour 2013 et 2014. Elle avait fourni aux Nations unies des données R&D pour la période 2001- 2009. Les chiffres des Etats-Unis sont en dollars, de la Russie en roubles, du Royaume Uni en Livres Sterling et de la France en euros. Ces sommes sont très difficiles à comparer mais on peut les rapprocher des données nationales ou de celles que fournissent d'autres sources comme l'OTAN ou l'AED, pour les pays concernés.

VII.2. Dépenses de R&T et de R&D des membres de l'Union européenne.

(140) R&T Volume de l'effort et coopération

	2011	2012	2013	2014	2015
R&T en % des dépenses de défense	1,06	1,11	1,05	1,10	1,02
R&T en collaboration européenne en % de la R&T	11,8	12,1	8,9	8	8,6

Tableau 32 : la R&T des Membres de l'Union Européenne (Danemark excepté).
Source : European Defence Agency, *Defence Data 2014*, EAD, 2016.

La R&T est une partie de la R&D, entre 22,8 et 27,7%, entre 2010 et 2014. L'AED ne fournit pas les données du tableau 32 pour le R&D.

Ce tableau montre que la part de R&T des pays européens additionnés est faible et même très faible ; le pourcentage pour 2014 est le plus faible depuis 2006. Le pourcentage de la R&T faite en collaboration européenne est plus élevé, mais également faible.

Si on considère la situation par pays on constate qu'en 2013 et 2014, il n'y en a que 4 qui soient au -dessus ou au niveau de pourcentage européen.

	2013	2014
Pourcentage R&T des dépenses de défense. Moyenne européenne	1,10	1,02
France	1,91	1,95
Allemagne	1,60	1,39
Suède	1,38	1,30
Royaume Uni	1,16	1,02

Tableau 33 : R&T et dépenses de défense, principaux pays européens.

Source : *National Defence Data 2013-2014 and 2015 (est.) of the 27 EDA Member States*, EAD, juin 2016.

R&D Eléments sur les Etats Unis et l'UE

A titre d'éléments, non de véritable comparaison mais de réflexion, on peut s'arrêter sur les dépenses américaines et européennes de R&D.

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etats Unis	76,9	74,8	70,3	66,8	64,9	64,1
U E	8,6	7,7	7,2	7,3	8,3	

Tableau 34 : R&D Eléments relatifs aux Etats Unis et à l'UE (PSDC) -

Les chiffres américains sont en dollars courants et les chiffres européens en euros (chiffres réels, ajustement 2010).

Sources : Maison Blanche, Office of Management and Budget et *Defence Data 2014*, EDA, 2016.

On voit que l'écart est considérable beaucoup plus important que celui des budgets de défense, comparables eux en données SIPRI (595,5 pour les Etats Unis et 276,3 pour l'UE en 2015). Cet écart s'explique en partie, par le fait que 3 seulement des pays européens fait un effort de R&D, la majorité ne le fait pas, ce qui baisse fortement la moyenne.

R&D de la France, du Royaume uni et de l'Allemagne

	2011	2012	2013	2014
France	3,300	3,5	3,280	3,563
Royaume Uni	2,696	2,464	2,793	3,752
Allemagne	1,059	0,918	0,927	0,845

Tableau 35 Les 3 Principaux européens du point de vue de la R&D

Source : *National Defence Data...*, 2012, 2013 et 2013-2014 de l'EDA.

Ces chiffres peuvent facilement accréditer l'idée d'une quasi inexistence de la R&D européenne, totalement dépassée par celle de Etats Unis. Cette impression doit toutefois être corrigée si on tient compte de la compétitivité, souvent soulignée, de l'industrie européenne de défense. Mais comment expliquer cette situation *a priori* paradoxale ? Un élément important tient certainement à la duplication- un même thème est souvent confié en parallèle à plusieurs entreprises- des financement des recherches aux Etats Unis alors que, en Europe, les budgets de recherche plus serrés « optimisés » (v. à cet égard l'interview de M A Bouvier, président de MBDA, *Air et Cosmos*, n° 2508, Juillet 2016, p 22)

VII.3. Dépenses d'équipement de l'OTAN.

Repères

(141) L'OTAN fournit des informations, en pourcentage, sur plusieurs catégories de dépenses : personnel, équipement, infrastructure et autres dépenses. On a reproduit ci-après les données relatives aux dépenses en équipement pour lesquelles le sommet de septembre 2014 a retenu la norme de 20% du budget de la défense pour les dépenses d'équipement et de R&D liée.

	2011	2012	2013	2014	2015
Albanie	13,36	14,44	16,29	16,65	8,92
Allemagne	16,41	16,45	12,74	12,94	11,93
Belgique	6,27	3,57	2,82	3,52	3,42
Bulgarie	6,33	3,68	4,52	1,03	3,47
Canada	9,67	8,31	11,16	13,03	13,06
Croatie	15,79	14,72	10,72	7,35	10,58
Danemark	9,68	9,03	11,26	10,99	11,50
Espagne	6,74	22,86	12,37	13,49	14,82

Estonie	10,11	13,69	14,48	22,15	13,94
Etats-Unis	26,99	26,97	25,83	25,97	25,41
France	28,17	30,58	28,56	24,74	25,04
Grèce	5,86	7,47	12,06	8,17	12,77
Hongrie	12,29	5,84	11,08	7,76	8,17
Italie	11,74	8,87	12,51	10,92	9,72
Lettonie	10,78	10,45	12,09	7,55	13,60
Lituanie	9,38	11,20	9,23	14,06	21,55
Luxembourg	21,86	17,11	14,57	22,61	33,33
Norvège	17,04	17,76	18,89	21,17	22,48
Pays-Bas	14,43	13,41	12,57	10,68	15,74
Pologne	16,13	15,16	13,90	18,84	33,06
Portugal	12,07	9,34	8,65	8,43	8,73
République Tchèque	13,30	14,78	9,49	6,53	11,75
Roumanie	7,57	4,14	10,71	15,77	19,65
Royaume-Uni	22,01	19,54	21,89	22,82	22,38
Slovaquie	7,15	9,56	7,39	11,12	18,28
Slovénie	5,70	1,20	1,27	0,66	1,86
Turquie	24,57	21,21	26,89	25,08	25,99

Tableau 36 Part des dépenses d'équipement dans les dépenses militaires (sur la base des prix et taux de change 2010). Source : Dépenses de défense des pays de l'OTAN (2009- 2016), OTAN juillet 2016.

NB Nous avons mis en gras les Etats qui dépassent les 20%, norme fixée au sommet de Glasgow en 2014.

Aucune précision méthodologique concernant leur construction n'est apportée par l'OTAN.

La France, la Turquie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis respectent ce critère, en dépit des contraintes budgétaires. A l'opposé, certains pays compriment largement leurs équipements sous le poids de la crise économique : Espagne, Grèce (même si on assiste à des remontées certaines années), Belgique, Hongrie ou encore Slovénie. La chute de la part consacrée aux équipements en Espagne est particulièrement forte compte tenu de la tendance de moyen terme où le pays respectait le critère de 20% sur la période 2005-2009 et proche de 19% entre 2000 et 2004. Le cas de l'Allemagne est particulièrement instructif car elle appartient, avec la France, l'Espagne, l'Italie, la Suède et le Royaume Uni aux pays de la *Letter of Intent* (LoI), accord visant à faciliter la restructuration et le fonctionnement de l'industrie européenne de défense. Ce pays dispose d'une industrie de défense, dégage des excédents budgétaires, mais ne respecte pas- et de loin- le critère de 20% ce qui peut s'assimiler à un comportement de passager clandestin au sein de l'alliance. L'Italie dispose également de structures industrielles mais est touchée par la crise ce qui limite ses possibilités de financement. Le Canada et les Pays Bas apparaissent également comme des passagers clandestins. Il n'est pas sans intérêt de comparer ces données avec celles que fournit l'AED dans les *National Defence Data de l'AED 2013, p 31 et 2013-2014, p 30*. On voit qu'elles sont assez nettement différentes, ce qui ramène au problème de la définition et de la construction des données. Dans le cas particulier, l'engagement des 20% étant pris dans le cadre de l'OTAN, ce sont les données OTAN qui nous servent de repères.

NB L'aperçu critique des sources actuellement disponibles en matière de dépenses de défense et de sécurité, qui complète ces développements, a été placé dans les Notes d'information de *PSEI n° 1*, 2015.

Index de la chronique Sécurité et insécurité internationale 2016

Jean-François Guilhaudis

Professeur honoraire, Université de Grenoble Alpes

Avertissement

Pour faciliter le repérage parmi les rubriques de la chronique, on signale chacune d'entre elles une lettre, précédant le(s) n° (s) lui correspondant

A Puissances et impuissances : n° s 1 à 73
B Alliances, coalitions, bases : n° s 74 à 119
C Dépenses militaires : n° s 120 à 141
D Conflits, grandes épidémies, catastrophes : n° s 142 à 208
E Armements et transferts : n° s 209 à 259
E Désarmement : n° s 260 à 266 (209 à 215)
F Etat du système et de l'ordre international : n° s 267 à 275

Abkhazie A 57

Accord de partenariat stratégique v. alliances

Accords d'amitié et de coopération v. alliances

Accords de cessez-le-feu et accords de paix D 157

Accords de coopération de défense v. alliances

Accords de coopération militaire technique v. alliances

Accords de défense va alliances, bases

Accords et organismes régionaux B 110-111

Afghanistan A 64 ; B 76 ; D 160, 161

Afrique du Sud A 14

AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) v. prolifération, TNP

Airbus Group E 170

Allemagne C 140

Alliances B 74 – 92 ; Inf. 8, 1- 7

Alliances bilatérales B 86-94, 98 ; Inf. 8, 1- 7

Alliances collectives B 84- 86 ; Inf. 2, 1- 11

Arabie Saoudite B 79, 96 ; E 243

Arctique D 162

Armes, armements E 209- 219 va. transferts

Armes nouvelles E 209, 210, 215

Armes à sous munitions E 211

Armes chimiques et biologiques E 211, 254

Armes classiques v. puissances classiques

Armes de destruction massive E 253- 256

Armes hypersonique E 218

Armes nouvelles E 215- 218

Armes nucléaires E 253 va. puissances nucléaires

Asie Pacifique E 251

Assemblée générale (ONU) B 105, 107, E 212
Autodétermination v. peuples
Autriche E 265
Barkhane (opération) B 115
Bases militaires B 113- 119
Bipolarité F 269 ;
Blocs B 87
Boko Haram A 64, D 161
Brésil A 12
BRICS A 22- 30; E 211
Budgets militaires v. dépenses militaires
Capacités militaires v. puissances militaires
Catalogne A 68
Catastrophes FD 182- 192; va. victimes
Chine A 5, 17, 21, 24, 26, 38 ; B 118 ; C 124, 133 ; F 269 ; Inf. 1, 5 ; Inf. 5, 17- 19
Chiran B 89
Chrétiens d'Orient A 71
Chypre Nord A 57 ; D 163
Comité international de la Croix Rouge (CICR) D 198
Cour internationale de justice (CIJ) D 158
Coalition anti Etat islamique B 95
Coalition(s) B 93- 98
Collier des perles B 118
Combattants étrangers D 200
Commerce des armes v. Transferts, TCA
Commission du désarmement E 264
Complexe(s) militaro- industriel(s) E 209, 220, 233
Conférence du désarmement F 264
Conseil de sécurité A 10, 12 ; B 106, 108, 109 ; E 212
Corée du Nord A 3, 12, 18, ; E 210 ; Inf. 1, 9 ; Inf. 5, 29- 30
Corée du Sud B 78
Cour pénale internationale D 205- 206
Course aux armements D 209 ; 250- 257
Crimée A 57, 68 ; B 118
Crise(s) du désarmement F 260- 261
Dassault Aviation E 230
Defence innovation Initiative E 212
Dépenses militaires C 120- 141
Dépenses militaires mondiales C 122
Dépenses militaires par catégories (R&D...) C 139- 141
Dépenses militaires par régions C 130
Dépenses militaires, palmarès C 126- 129
Dépenses militaires de la France C 138
Dépenses militaires européennes C 134
Dépenses militaires & Grand Moyen Orient C 132
Dépenses militaires & Asie Pacifique C 134
Désarmement F 260- 266
Diplomatie du désarmement F 265
Dispositif militaire B 114
Djibouti B 119

Droit des conflits armés D 198- 208
Droit des peuples v. peuples
Droit humanitaire D 198- 208
Drones E 215, 216
EADS E 229
Ebola v. épidémie
Ecosse A 68
Egypte B 79
Engagement unilatéral d'assistance v. alliances
Engagement de se consulter v. alliances
Entreprises d'armements E 220- 226
Epidémies D 168- 181
Etat effondré v. Etat fragile
Etat fragile A 50- 53
Etat islamique A 35, 36, 48 ; B 95 ; D 160, 167
Etat renaissant v. Etat fragile
Etats dotés (TNP) A 4, 5, 17 Inf. 1, 2- 5, Inf. 5, 4- 19
Etats-Unis A 5, 7, 17, 21, 24, 26, 38 ; B 76- 80, 113 ; C 123, 125, 133, 140 ; E 211, 212, 228 ; F 268 ; Inf. 1, 3 ; Inf. 5, 4- 6
Europe voir IESD, OTAN, Union européenne
Exportation(s) d'armements E 236- 238
Finlande B 101
FNI (traité) G 210
France A 17, 21, 24, 26, 39 ; B 82, 114, 115 ; C 138- 140 ; E 213- 2217, 230, 242, 244, 249 ; Inf. 1, 4 ; Inf. 5, 13- 16
G 5 Sahel B 94
Gibraltar D 163
Graphène E 218
Groupe des 5 A 5, 17 v.a. Etats dotés
Identité européenne de sécurité et de défense (IESD) C 136 ; E 216- 218, 229, 247
Importation(s) d'armements E 237- 239
Inde A 7, 18; Inf. 1, 8; Inf. 5, 23- 25
Industrie(s) d'armement(s) E 209, 226- 233
Installations militaires v. Bases militaires
Irak A 10, 12; D 160
Iran E 209, 210, 212
Israël A 6, 18 Inf. 1, 7, Inf. 5, 20- 22
Israélo- palestinien (conflit) A 57 ; D 161- 162
Japinde B 90
Japon A 12, 13, 39 ; B7, 88 ; E 212, 246
Justice pénale internationale D 202- 206
Kazakhstan A 14
KMW (Krauss- Maffei- Wegman) E 229
Kosovo A 56
Kurdes A 69 ; D 161
Légitime défense v alliances
Libye A 52; B 98; D 161
LoI (letter of Intent) E 232
Maintien de la paix B 107- 111
Malouines D 161, 163

Marché de l'armement E 235-242
MBDA E 229
Mécanisme du désarmement (va. Conférence, Commission du désarmement) F 263, 264
Médicaments D 177
Mer de chine D 159, 160, F 265
Mercenaires A 72, 73
Minorités A 71
Mistral E 242
Modernisation (Etats dotés) Inf. 5, 1- 30
Moyen Orient B 92 ; E 252
Neutralité B 99
Nexter E 229
Non Alignés, non alignement B 99, 102
Nouveau Forum (désarmement) E 213
Normes F 274
OCCAR C 136 ; E216, 232
Occidentaux C 125 ; E 211 ; F 268
OMS D 12- 179
ONU va Assemblée générale, Conseil de sécurité A 59 ; B 104 ; D 180- 187 ; F 274-5
Ordre international F 267, 272- 275
Organisme(s) de sécurité collective B 103 ; F 275
OTAN A 21, 23 ; B 85 ; C 134, 141
OTSC (Organisation du traité de sécurité collective) B 86, 87 ; C 134
Oùïgour A 71
Pakistan A 7, 18, 64; D 161; Inf. 1, 8, Inf. 5 26- 28
Palestine A 57, 69
Partenariat B 83
Peuples A68- 70
Philnambodge B 91
Pirates A 65
Pologne E 231, 237
Projection de puissance A 23, 24
Prolifération(s) E 209, 252
Protection civile internationale D 184- 192
Puissances classiques A 22- 31
Puissance militaire A 1- 49
Puissances aériennes A 27, 28
Puissances navales A 25, 26
Puissances nucléaires A 1-21 ; Inf. 1, 1- 10, Inf. 5, 1- 30
Puissances terrestres A 29, 30
Puntland A 57
R&D militaire C 139, 140 ; E 211- 219, 225
Réfugiés D 193
Royaume Uni A 17, 21, 24, 26, 38 ; B 116 ; C 140 ; Inf. 1, 4, Inf. 5 10-12
Russie A 17, 21, 24, 26 B 81, 117; C 133, 140, F 268-9 ; Inf. 1, 4, Inf. 5, 7-9
Safran E 229
Sahara occidental A 57; D 161, 163
Sahara Sahel B 92, 94
Sanctions A 58- 60
Sécurité collective v. organismes de, maintien de la paix

Sécurité internationale E 266 ; F 267- 275
Sécurité sanitaire internationale E 172- 181
Seuil nucléaire A 12
Situations étatiques incertaines A 55- 57
Société civile E 214
Sociétés militaires privées A 72, 73
Somalie A 54 ; D 161
Somaliland A 57
Somalisation v. Etat fragile
Sud Soudan D 161
Surarmement E 209, 257
Syrie A 47 ; B 81, 117 ; D 160 ; E 210
Système international F 267- 271
Taiwan A 56; D 163
TCA (traité sur le commerce des armes) D 209
Terrorisme, terroristes A 61- 64, ; B 94, 95, 97 ; D 200 ; F271. Va. Etat islamique, Boko Haram
Third Offset Strategy E 212, 214, 219, 251
Tibet A 81
TICEN (traité d'interdiction complète des essais nucléaires) E 211
TNP A 5, 10, 14 ; E 211 ; Inf. 1, 2- 5,
Transferts d'armements E 234- 249
Tribunaux pénaux internationaux D 202, 203
Tunisie A 67
Turquie B 80
Ukraine A 14, 68; B 99; D 159, 162; E 210
Union européenne A 32, 33, 60 ; C 136 ; D 193
Victimes D 193
Yémen B 93, 96 ; D 161